

Diasporiques

Les cahiers du Cercle Gaston Crémieux

Ombres et lumières...

Beaucoup – y compris au sommet de l'État – croient que le vingtième siècle civil n'a plus que quelques jours à vivre alors qu'il nous faudra bien, le premier janvier prochain, attendre toute une année avant que de passer au troisième millénaire... Une année de transition qui s'annonce chargée en événements marquants.

Récapitulons, en commençant par ce qui ne peut manquer de nous toucher de près : la situation au Proche-Orient. Force est de reconnaître que les semaines passées ont vu se produire des événements à proprement parler impensables il n'y a guère : Ehoud Barak et Yasser Arafat tous deux présents à la réunion, à Paris, de l'Internationale socialiste, la main dans la main, et sans que la droite juive française, sidérée, ose élever de protestation ; le même Barak prononçant à cette occasion un éloge appuyé de Hafez El Hassad, annonceur d'un accord en passe d'être conclu avec la Syrie ; Israël appréciant officiellement " la contribution de Paris " au processus de paix au Proche-Orient... On croit rêver ! Nous savons tous, certes, que le cauchemar peut, à tout moment recommencer, mais si le pire reste toujours possible, il est quand même de moins en moins sûr...

Plus près de nous, géographiquement parlant, on n'ose se prendre à espérer que l'Algérie finisse par émerger de l'affreuse période qu'elle vit – la situation y évolue dans le bon sens mais les retours de flamme du terrorisme y sont d'autant plus éprouvants que l'on pouvait croire l'incendie en passe de

s'éteindre. La Tunisie, elle, qui a longtemps représenté le seul espoir au Maghreb, marque le pas : la réélection à la soviétique de son Président hélas en témoigne. Au Maroc en revanche, la mort du Roi semble avoir extraordinairement accéléré le processus timidement engagé, à la fin de son règne, en faveur d'une libéralisation du régime. L'état de grâce dont bénéficie le jeune souverain est entretenu par des initiatives heureuses, dont les moindres ne sont pas le renvoi de certains des acteurs les plus contestables de l'Ancien Régime et le rappel au pays de la famille de Ben Barka et d'Abraham Serfaty, figure emblématique de la résistance à la tyrannie.

Sur notre continent, la situation a malheureusement tendance à se dégrader. Certes l'épouvantable conflit qui a vu le cœur de l'Europe à nouveau se déchirer a-t-il perdu de son acuité, mais la situation reste, on le sait, plus que préoccupante et le crime impuni. Nous n'avons guère de raisons d'être fiers de n'avoir su mieux faire pour prévenir et pour limiter ce retour à l'horreur passée. Un peu plus loin, derrière un rideau de fer *de facto* reconstitué à son échelle, la Russie de tous les Tsars règle son compte à la Tchétchénie : ce minuscule État, sans doute loin de répondre à nos normes occidentales, méritait-il pour autant notre passivité, complice qui accompagne son agonie ? Par ailleurs, on a célébré avec l'éclat que l'événement justifie, le dixième anniversaire de l'effondrement du Mur et, avec lui, du régime totalitaire qui l'avait érigé. Cependant, l'actuel mur du silence n'est-il pas aussi consternant que

ce mur de la honte devenu aujourd'hui une légende ?

Plus près de nous encore, l'Autriche vient de renouer avec les égarements délétères du passé. L'effet de contagion n'a pas épargné, à ses frontières, le pays de la neutralité-parfois-complice, qui avait certes commis peu avant le crime impardonnable de porter à sa présidence – pourtant politiquement bien modeste – une femme, socialiste et de surcroît juive !

Beaucoup plus loin, l'affreux épisode de la libre consultation électorale suivie d'un massacre généralisé de la population timoraise restera comme l'un des échecs les plus cuisants de l'action internationale, même si la vie renaît timidement sur les ruines.

Ombres et lumières : il y a longtemps que nous avons compris que la vie en société est un long combat, fait de quelques succès au sein de beaucoup de défaites. Tout près de l'époque traditionnelle des vœux, souhaitons que les premiers contribuent à renouveler l'énergie qui nous permet, aux côtés de tous les hommes de bonne volonté, de jouer avec une étrange obstination le jeu de l'aventure humaine. ■

n°12

Décembre 1999

Le sommaire est en page 36

Les journaux et les hebdomadaires apportent les informations sur les événements du monde et les assortissent de commentaires afin de permettre au lecteur une meilleure compréhension. Il reste aux revues comme la nôtre d'aller plus loin, de chercher les racines plus lointaines des choses. Après les élections en Autriche et en Suisse, qui ont vu monter l'audience de l'extrême droite, nous avons demandé à Rita Thalmann, historienne de l'Allemagne (et membre fondatrice de notre Cercle) l'étude ci-dessous. Puis un rappel littéraire concernant la Tchétchénie illustre l'ancienneté de ce conflit.

L'Autriche et ses vieux démons

Rita Thalmann

On pouvait croire qu'après l'affaire Waldheim qui tint entre 1986 et 1986 et 1988 l'opinion internationale en haleine, l'Autriche allait enfin se résoudre à abandonner le mythe de première victime du nazisme. Généreusement reconnu par les Alliés dès novembre 1943, officiellement confirmé lors de la signature du Traité d'État en 1955, ce statut permettait d'occulter l'adhésion massive des Autrichiens au régime du III^e Reich à partir de l'*Anschluss* de mars 1938, ainsi que la violence spécifique d'un racisme et d'un antisémitisme déjà fortement ancrés auparavant.

L'Autriche, terreau de l'idéologie nazie au tournant du siècle

Si la crise de la modernité de la deuxième moitié du XIX^e siècle a provoqué dans la plupart des pays touchés par la révolution industrielle une profonde crise identitaire, celle-ci s'est trouvée aggravée dans les empires aux structures géographiques et politiques moins nettement définies que dans les vieux États-nations, comme la Grande-Bretagne ou la France. Le choc fut particulièrement rude pour la population germanophone de l'empire austro-hongrois, après la rupture du Bund austro-allemand consécutif à la création en 1871 du II^e Reich sous l'égide de la Prusse. Choc qui fit de l'Autriche germanophone, selon le roman de Robert Musil, *l'Homme sans qualités*.

Est-il besoin de rappeler que Hitler, citoyen autrichien jusqu'à sa naturalisation en Allemagne en 1931, est né en 1889 à Braunau sur Inn, ville frontière

entre l'Autriche et la Bavière, que sa "weltschaung" se constitua à travers l'itinéraire Linz-Vienne-Munich ? Ce creuset austro-allemand du Sud imprégna son mode de vie et sa filiation idéologique, inspirée à la fois de la tradition du catholicisme politique, foncièrement antisémite, du christianisme social du maire de Vienne, le Dr Karl Lueger, et du racisme "völkish" de Georg von Schönerer. Selon le périple inverse, allant de la Bavière à l'Autriche, Houston Stewart Chamberlain, gendre de Wagner et membre de son Cercle de Bayreuth, s'établit à Vienne en 1889, où il adhéra au cercle Guido von List, aussi progermaniste et antisémite que son homologue allemand. Il publia entre autres en 1899 *Les Fondements du XIX^e siècle*, véritable bréviaire d'une conception raciste de l'histoire et de la supériorité du sang germanique, "pollué par le mélange des races". Hitler vouait une admiration profonde à Chamberlain qu'il rencontra à plusieurs reprises jusqu'à sa mort en 1927. Durant ses années viennoises, entre 1908 et 1913, il semble, selon son récent biographe Ian Kershaw¹, que sa judéophobie relève à la fois de son aversion pour les Juifs de l'Est qu'il côtoya durant son séjour à la Brigittenau, où vivaient 17% des Juifs de la capitale, et de sa prise de conscience de l'antagonisme fondamental entre son pangermanisme et l'austro-marxisme, osmose du mouvement ouvrier et d'intellectuels issus de la bourgeoisie, souvent juive assimilée, comme le cofondateur de l'austro-marxisme Victor Adler. Vienne, qualifiée de "nouvelle Jérusalem", comptait alors 10% de Juifs. Ajoutons, pour compléter le terreau

autrichien sur lequel ont germé les conceptions de Hitler², qu'en Bohême germanophone apparut dès 1898 un parti national-socialiste et, en 1904, un Parti des Travailleurs Allemands appuyé par des syndicats allemands dissidents de la social-démocratie. Mélange de socialisme, d'anticapitaliste et de pangermanisme, leur programme accentua dès 1913 le rejet des étrangers et des Juifs. À partir de 1918, le Parti des Travailleurs Allemands d'Autriche devient le Parti Allemand National-socialiste des Travailleurs (DNSAP), qui fournit le modèle des vingt-cinq points du programme hitlérien de 1920. De même, Hitler reprit, en inversant une lettre, le sigle de la formation autrichienne et lui emprunta les symboles du drapeau rouge frappé de la Swastika – roue solaire censée marquer le "renouveau aryen". Ainsi, dès le tournant du siècle, le problème des nationalités et la crise d'adaptation à la société moderne avaient fait de l'Autriche-Hongrie qu'Hitler qualifiait de "Babylone de races" le tremplin du national-socialisme. Les formations autrichienne et allemande coopérèrent d'ailleurs jusqu'à la rupture de 1923, motivée par le refus des Autrichiens de s'associer au putsch de Munich, jugé trop hasardeux. Il n'en reste pas moins qu'aux yeux des historiens de l'Autriche, celle-ci fut à l'origine de l'antisémitisme politique moderne. "S'il existe – note l'historien anglais Peter G. Pulzer – une ville au monde qui peut revendiquer d'avoir été le berceau de l'antisémitisme politique

¹ Version française : *Hitler 1889-1936*, Flammarion, 1999.

² Marlis Steinert, *Hitler*, Fayard 1991.



moderne, c'est Vienne plutôt que Munich, Hambourg ou Berlin³.

L'antisémitisme sous la Première République et l'État corporatiste (1918-1938)

Réduits après la défaite de 1918 à la seule petite Autriche de 6,5 millions d'habitants, les dirigeants de la social-démocratie (SDAP) sous l'égide d'Otto Bauer et de Friedrich Adler s'accordèrent avec ceux du christianisme social pour revendiquer l'union avec l'Alle-

mande et par conséquent antisémitisme", écrivait la *Tagespost* de Graz le 26 novembre 1918, comme s'il s'agissait d'une évidence pour ses lecteurs, qui n'avaient pourtant sans doute jamais ou rarement rencontré de Juifs⁴. Encore plus radicale, la *Salzburger Chronik* du 6 décembre proclamait : " Une Autriche sans Juifs, voilà la clef d'un avenir prometteur pour le nouvel État ". Ce même journal soutint d'ailleurs un projet de loi du député Kemetter visant à n'accorder la citoyenneté de l'Autriche allemande qu'à ceux

un grand nombre de revues et de publications catholiques, bien implantées dans les provinces.

Durant les années 1918-1923, la différence n'est pas sensible entre le discours de la presse national-allemande (*grossdeutsch*) et la presse catholique, dont l'argumentation n'hésite pas dans certains cas à recourir à la terminologie raciste. Voici comment le *Kärntner Tageblatt* d'août 1923 conclut une série de trois articles intitulée " Justification de l'antisémitisme " : " Les Juifs, malgré deux mille ans de diaspora, ne sont pas assimilés parce qu'ils ont dans le sang des prédispositions à la non-assimilation ". On trouve aussi dans la presse catholique des expressions comme " étranger à la race " (*rassem fremd*), " envahisseurs asiatiques " (*asiatische Eindringlinge*), " les spécificités liées à leur race "... D'où la nécessité, selon elle, d'opérer des " coupes chirurgicales " (*chirurgische Schnitte*). Il existe d'ailleurs des liens de coopération entre les courants chrétien social et national-allemand au sein de la *Deutsche Gemeinschaft*, sorte de société secrète sur le modèle de la franc-maçonnerie, où l'on trouvait aussi bien des chrétiens sociaux, comme le futur chancelier Dolfuss ou le Dr Emmerich Czermak (qui sera ministre de l'Éducation dans les années 30), que le futur chef nazi Seyss-Inquart⁵. De plus, la presse catholique, comme la presse " *völkisch* " fait appel aux mêmes sté-



Vienne, Photo Johannes

magne⁴. La formation de Conseils révolutionnaires de soldats passa rapidement sous le contrôle du SDAP par leur intégration dans " l'armée populaire " (*Volkswehr*), position de force qui facilita la conclusion d'une coalition avec les chrétiens sociaux (conservateurs) en 1919/1920 ; la communauté de langue allemande détermina la composition de l'Assemblée nationale provisoire de la nouvelle République. Mais à ignorer la paysannerie, le SDAP laissait le champ libre aux chrétiens conservateurs et à la droite nationaliste dans les provinces. De sorte que ces courants purent diffuser largement leurs thèses dans la presse. L'antisémitisme y tenait une place de choix⁵ : " Le peuple du Tyrol et des régions alpines est en majorité

qui pouvaient prouver indubitablement par leur ascendance qu'ils appartenaient réellement à la communauté allemande. Si ce projet visait aussi les autres minorités ethniques, les Juifs apparaissaient comme la cible principale dans le commentaire qui affirmait : " Il ne faut plus que les Juifs se donnent du mal pour se sentir allemands ", suivi de la menace non voilée : " nous les mettons en garde dans leur propre intérêt ". Selon la revue *Neues Reich* du 14 avril 1920, il convenait de voter des lois d'exception et de confisquer les biens des Juifs, en ne leur laissant que le strict nécessaire à leur survie. Or, ce type de discours fut largement diffusé aussi bien par les organes chrétiens sociaux, qui tiraient à 200 000 exemplaires, que par

³ In Josef Fraenkel, Valentine Mitchell (ed.), *The Jews in Austria*, London, 1967, p. 429.

⁴ Gerhard Botz in *Mélanges pour Felix Kreissler*, Wien-München-Zurich, 1985, p. 7-20. On sait que cette union fut proclamée en novembre 1918, mais annulée par les Alliés.

⁵ Robert Julien, " antisémitisme et/ou antijudaïsme dans la presse autrichienne au début de la Première République ", in *Austriaca*, n° 31. CERA - Université de Rouen, décembre 1990, p. 49-60.

⁶ Selon l'*Encyclopaedia Judaica*, le Tyrol comptait 365 Juifs en 1934. Hormis Vienne, où vivaient 176 000 Juifs, les seules communautés importantes se trouvaient en Basse-Autriche (7 716 Juifs) et dans le Burgenland (3 632 Juifs).

⁷ Karl Stuhlpfarrer, *Judenfeindschaft und Judenverfolgung in Oesterreich seit dem 1^o Weltkrieg*, Wien-München, 3^e ed. 1988 ; Anton Standinger, « Katholischer Antisemitismus » in Gerhard Botz-Ivar Oxall, Michael Pollak (ed.) *Eine zerstörte Kultur*, Buchloe, 1990, p. 247-270.



réotypes séculaires, susceptibles de provoquer des réactions antijuives automatiques chez les lecteurs. Malgré une accalmie entre 1924 et 1928 due, comme en Allemagne, à l'amélioration de la conjoncture économique, le programme du parti chrétien social de 1926 exige la poursuite de la lutte contre " l'influence délétère des Juifs dans les domaines culturel et économique " ⁸. Même si la terminologie raciste n'apparaît plus alors que dans les publications nazies, l'image 'du' Juif présentée par les milieux catholiques prépare la voie à la discrimination législative introduite avec l'État corporatiste (*Ständestaat*) des années trente. Sa justification apparaît déjà auparavant dans le discours de Mgr Seipel, président du parti chrétien social et à deux reprises chef du gouvernement entre 1922 et 1929, qui préconise de réduire le statut des Juifs à celui d'une minorité nationale avec des droits limités. Dans une lettre pastorale du 21 janvier 1933, l'évêque de Linz, Mgr Gföllner, tout en affirmant l'incompatibilité de la conception raciale avec le christianisme, dénonce " un judaïsme dégénéré, lié à la maçonnerie internationale et au capitalisme... qui empoisonne l'âme chrétienne du peuple ". Six mois auparavant, au Congrès du parti chrétien social, le président Robert Krasser, se référant à la conquête de Vienne par le Dr Lueger, grâce notamment à l'antisémitisme, estimait que, tout en prenant ses distances par rapport à l'antisémitisme nazi, le parti devait lutter contre l'esprit juif subversif afin de reconquérir l'électorat passé au nazisme. Dans le même sens, l'ancien vice-chancelier Richard Schmitz déclarait dans le *Reichspost* du 1^{er} novembre 1933 que le parti chrétien social devait accentuer son antisémitisme traditionnel pour reconquérir la jeunesse.

Acculé à la défensive depuis l'instauration de l'État corporatiste de Dolfuss, qui avait attaqué publiquement le 2 avril 1933, en présence du cardinal Innitzer, le matérialisme et le libéralisme introduits par la Révolution fran-

çaise, et leur utilisation par le " judéo-marxisme ", l'*Arbeiter Zeitung*, organe central du parti social-démocrate (SPÖ) ⁹ répond le 4 avril en citant les noms et les titres des experts juifs du chancelier. En guise de justification, le Dr Czermak explique que l'admission de Juifs dans le Front patriotique de Dolfuss ne signifie pas la solution de la question juive. " Il ne faut pas perdre de vue que si nous voulons obtenir un renforcement de la conscience nationale du judaïsme, sa véritable patrie est en Palestine ".

L'attitude défensive du SPÖ est certes aggravée par l'instauration de ce qu'il appelle " l'austro-fascisme " qui le contraint à la clandestinité, après sa dissolution consécutive à l'émeute ouvrière de février 1934. Mais l'opposition marxiste entre bourgeoisie juive capitaliste et prolétariat exploité apparaît déjà à partir de 1887. Notamment dans *Die Gleichheit*, organe du mouvement ouvrier. Il faut d'ailleurs observer qu'à la suite d'une lettre de protestation d'un employé de banque juif viennois à Friedrich Engels, ce dernier répondit que l'antisémitisme était un signe d'arriération économique et culturelle, trouvé surtout en Prusse, en Autriche et en Russie. Thèse reprise par August Bebel, qui qualifiait l'antisémitisme de " socialisme des imbéciles ". Expression du malaise des militants d'origine juive, voire de dirigeants éminents de la social-démocratie autrichienne : lorsque des délégations au 6^e congrès de 1897 critiquèrent l'attitude du parti envers les Juifs et l'antisémitisme, Victor Adler, Juif converti, qui se percevait comme un fardeau pour la formation qu'il avait contribué à créer, s'empressa de les contrer. Contrairement à la plupart des responsables d'origine juive, Otto Bauer, bien que ni croyant ni sioniste, fut l'un des rares, sinon le seul, à maintenir son appartenance à la communauté juive comme manifestation contre l'antisémitisme ambiant, y compris au sein de son parti. Pourtant, son célèbre ouvrage *La social-démocratie et le problème des nationalités*

(1907) n'est pas exempt de considérations raciales, courantes dans le discours scientifique de l'époque. S'il reprit encore en 1930 les attaques contre le grand capital juif, il fut cependant l'un des premiers à analyser la faillite du mouvement ouvrier allemand et autrichien face à la montée du nazisme, et mourut brisé par cet échec le 4 juillet 1938, peu après s'être réfugié à Paris auprès de ses amis de la SFIO. Le jour suivant, le *News Chronicle* de Londres publiait son ultime " Appel à la conscience du monde ", dénonçant la persécution des Juifs d'Autriche depuis l'*Anschluss*.

Principaux soutiens de l'État corporatiste instauré en 1932 par Dolfuss, auquel succéda en 1934, après son assassinat par un commando nazi, le chancelier Schuschnigg ; l'Église catholique et le parti chrétien social, tout en se démarquant du régime nazi, balisèrent la voie du rapprochement avec ce dernier. Au point que Mussolini conseilla à Schuschnigg de se limiter à " *una tinto d'antisemitismo* " afin d'endiguer la surenchère de " l'immaturation hitlérienne ". Le conseil ne fut que partiellement suivi. Dans un ouvrage de 1937 sur *Les fondements du national-socialisme*, Mgr Alois Hudal explique que l'égalité des races (*sic*) devant Dieu ne signifie pas qu'elles sont d'égale valeur, qu'il est par conséquent compréhensible qu'un peuple se défende pour éviter la mixité dans la procréation — et qu'il n'existe donc pas d'objections sérieuses à la législation raciale du III^e Reich. Son discours s'en prend évidemment aussi aux idées de la Révolution française et au marxisme, accusant notamment la bourgeoisie juive conservatrice allemande de n'avoir pas pris clairement ses distances avec " les esprits exaltés rouges ". Dans ses *Mémoires romains* (1973), publiés dix ans après

⁸ Michel Cullin, " Antijudaïsme des catholiques autrichiens au XX^e siècle ", in *Sexe et Race*, CERIC, Université Paris 7, 1992, p. 73-79.

⁹ Cf. Léopold Spira, *Feindbild Jud' - 100 Jahre politischer Antisemitismus*, in Oesterreich (1880-1981), Wien-München, 1981.



sa mort à Rome, où il contribua à la fuite de criminels nazis vers l'Amérique Latine, Mgr Hudal justifiait sa position de 1937 par la volonté d'établir un lien entre l'Église et le national-socialisme, considéré à ses débuts comme un mouvement national-conservateur, qui n'aurait changé de nature qu'avec l'afflux de socialistes et de communistes. Cette justification a posteriori reçut un accueil défavorable du Vatican, mais le livre ne fut pas mis à l'index.

L'Autriche annexée, terrain d'expérimentation de la politique antijuive du III^e Reich

Compte tenu de la longue tradition xénophobe et antisémite de l'Autriche germanophone, il n'est pas étonnant qu'elle devint après l'*Anschluss* le terrain d'expérimentation de la nouvelle politique antijuive du III^e Reich. Déjà avant le pogrom de novembre 1938, un premier pogrom sauvage se traduisit, entre mars et mai 1938, par de véritables scènes de sadisme, notamment à Vienne, assorties de l'expulsion et du pillage de 60 000 logements et de magasins juifs, obligeant même Goering à intervenir dès avril pour décréter le contrôle et la disposition des biens juifs par l'État. Lors de la réunion du 12 novembre convoquée par Goering pour les suites à donner au pogrom dit de "La Nuit de cristal"¹⁰, le conseiller ministériel autrichien Fischboek souligna, non sans fierté, que les camarades autrichiens avaient réalisé à l'encontre des Juifs en cinq semaines ce que leurs homologues allemands avaient mis cinq ans à réaliser, et qualifia "d'affaire rentable" le plan qu'il présenta de spoliation complète des Juifs d'Autriche. Heydrich se félicita pour sa part du suc-

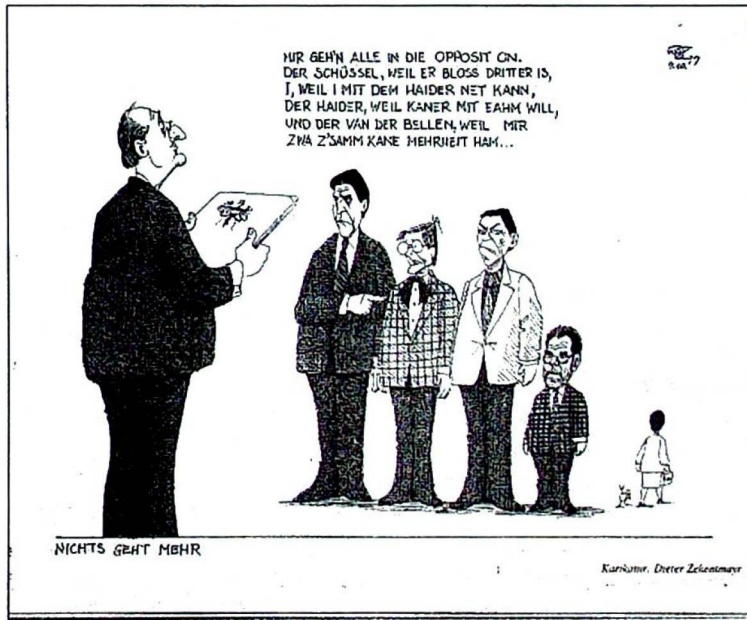
cès du Centre d'émigration juive installé à Vienne sous la direction d'Eichmann, bon connaisseur du pays pour y avoir travaillé et y avoir adhéré au parti nazi au début des années trente. Ce Centre avait réussi à faire émigrer 50 000 Juifs depuis l'*Anschluss*, alors que l'Allemagne n'en avait fait partir que 19 000 durant la même période. Après l'expropriation de 70 000 logements juifs de Vienne et la ghettoïsation, les 105 000 personnes considérées comme juives selon les critères nazis furent soumises dès septembre 1939 à des restrictions plus draconiennes qu'en Allemagne. Dès l'été 1940, sur les 60 000 Juifs de confession encore présents dans la capitale (dont 40% âgés de plus de 60 ans), 40 000 étaient ré-

mois avant celle des Juifs d'Allemagne. Elle fut ensuite interrompue jusqu'en octobre à cause des préparatifs de l'invasion de l'URSS et de sa réalisation. 65 000 Juifs d'Autriche périrent dans les camps d'extermination, 2 142 en revinrent, 5 800 avaient survécu dans la clandestinité.

L'Autriche d'après-guerre : « première victime du nazisme »

Selon l'historienne de l'art et cinéaste juive viennoise Ruth Beckermann¹², l'Autriche d'après-guerre ressemblait à un château de cartes. Tandis que les Juifs devenaient maîtres dans l'art d'oublier leurs humiliations et leurs souffrances, l'antisémitisme de la population et de ses dirigeants n'était qu'une expression atténuée de leur état d'esprit depuis "l'heure zéro de la libération". Selon la presse juive et américaine de l'époque, il régnait une véritable atmosphère de pogrom, obligeant les autorités alliées à de fréquentes interventions. Le retour des survivants était jugé indésirable, dans la mesure où leur présence confrontait les gens à leur comportement sous le nazisme et les obligeait par surcroît à restituer les biens volés. Même des dirigeants du nouveau SPÖ, tels Renner, Scharf et Helmer, qui avaient pu rester en Autriche an-

nexée sans trop de problèmes, ne jugeaient pas utile d'inviter les Juifs, voire leurs anciens camarades émigrés, à revenir dans leur ancienne patrie. Parmi les rares revenus à l'époque,



« Nous allons tous dans l'opposition : Schüssel parce qu'il n'est que troisième, moi parce que avec Haider je peux pas, Haider parce que personne n'en veut et Van Der Bellen (les Verts) parce que même ensemble, lui et moi, on n'a pas la majorité... »
(Emprunté au journal autrichien *DER STANDARD*, 9/10 Octobre 1999)

ducés à l'aide sociale de la communauté. Or, bien que Himmler eût aussi envisagé à l'époque la déportation des minorités slaves de l'Ostmark¹¹ (nouvelle appellation de l'Autriche), ce projet fut repoussé à l'après-guerre, la priorité absolue devant aller à la déportation des Juifs. La déportation d'Autriche des Juifs, déjà expulsés du Burgenland, commença en février 1941, soit neuf

¹⁰ Rita Thalman - Emmanuel Feinermann, *La Nuit de Cristal - 9-10 novembre 1938*, Laffont, 1972.

¹¹ Document Center, Berlin, SS-HO 5023.

¹² Ruth Beckermann, *Unjugehörig - Oesterreicher und Juden nach 1945*, Wien 1945.



Oskar Pollak retrouva son poste de rédacteur en chef de l'organe du Parti, et Karl Czernetz, redevint député – ils le durent aux directives du Labour Party¹³

Contrairement au SPÖ, le parti communiste autrichien compta de nombreux responsables juifs dans l'après-guerre, aussi bien dans l'appareil du parti que dans la presse et dans le secteur économique. Mais il soutint pleinement la politique "antisioniste" de l'URSS lors du procès Slansky et du 'complot des blouses blanches', quitte à changer radicalement d'orientation envers Israël et à condamner l'antisémitisme à partir de 1965.

L'indemnisation des victimes¹⁴ se heurta à de nombreuses réticences. Dès 1945, l'Assemblée nationale provisoire, composée alors majoritairement de résistants et de rescapés des camps, vota une loi d'assistance destinée essentiellement aux combattants antinazis, tandis qu'une deuxième loi de 1947 ne prévoyait que certaines facilités pour les victimes. Les négociations menées entre 1953 et 1955 avec le *Jewish Claims Conference on Austria* révélèrent que l'Autriche cherchait à éluder sa coresponsabilité dans la Shoah et les crimes nazis. Mais, dès 1949, l'ÖVP, successeur du parti chrétien social et le SPÖ, majoritaires au sein du gouvernement, restituèrent à quelque 500 000 nazis, qualifiés de "moins compromis", les droits civiques dont ils avaient été privés en 1945, sur ordre des Alliés – avec l'espoir de gagner ainsi de nouveaux électeurs. Espoir déçu : chacun des deux partis perdit 8 sièges au Parlement au profit de l'Union des indépendants, qui réclamait l'arrêt de la dénazification. Revendication satisfaite par les lois de 1957, qui réintégrèrent aussi définitivement les anciens nazis dans la société autrichienne. Pendant ce temps, malgré la reconnaissance du droit à l'indemnisation des victimes, les lois à cet effet n'intervinrent par étapes qu'entre 1961 et 1995. Souvent trop tard pour les ayants droit, compte tenu du peu d'empressement de l'adminis-

tration. Certains groupes de victimes, comme les homosexuels détenus en camps de concentration, n'eurent droit à aucune indemnisation avant la loi de 1995. D'autres, comme les partisans slovènes et les tsiganes se heurtèrent à de nombreux obstacles avant de recevoir de modestes indemnités. Les condamnés pour désertion ou "atteinte au moral de la Wehrmacht" ne furent indemnisés que s'ils pouvaient prouver la motivation politique de leur acte. Aux yeux de la population, cette politique d'indulgence envers les anciens nazis et d'indemnisation des résistants témoignait d'une volonté de réconciliation nationale. Aux pétitions et réclamations des victimes, le gouvernement répondait invariablement que la jeune République manquait de moyens. Mais, dès 1952, il tenta de restituer leurs biens confisqués aux anciens nazis condamnés par les tribunaux. La tentative échoua à cause du refus du Conseil allié stipulant que ce type de restitution ne pourrait intervenir avant une indemnisation satisfaisante des victimes.

Avec l'arrêt de la dénazification et la réintégration civique et sociale des anciens nazis, la page semblait tournée. Pourtant, comme le notait Oskar Pollak dans la revue *Zukunft* d'avril 1962, les effets de l'ère nazie persistaient jusqu'au sein des deux grands partis de la coalition. Diagnostic qu'allaient confirmer, entre autres, les "affaires" Borodajkewitz et Olah, qui défrayèrent la chronique des années soixante. Dans la première, il fallut près de quatre ans, trois manifestations des mouvements de gauche et d'extrême gauche, et la mort d'un vieux militant communiste grièvement atteint par un étudiant d'extrême droite, pour que le ministre de l'Enseignement se décidât à prononcer la mise à la retraite du professeur Borodajkewicz. Cet ancien instructeur de la SS donnait depuis 1961 des cours d'histoire à l'Université de Vienne, sans faire mystère de ses convictions racistes et antisémites. L'affaire, concernant essentiellement l'ÖVP, n'était pas encore réglée que le SPÖ se trouvait con-

fronté à son tour à une crise interne provoquée par l'un des siens. Rescapé d'un camp de concentration, devenu député puis ministre de l'intérieur, Franz Olah comptait accéder au poste de chancelier en s'alliant au parti libéral (FPÖ) qui n'était, il est vrai, pas encore celui de Haider. Convoqué devant la commission de discipline du SPÖ, il démissionna de ses fonctions ministérielles, fut exclu peu après du parti, mais créa sa propre formation et parvint, grâce aux 150 000 voix recueillies aux législatives, à donner la majorité absolue à l'ÖVP. Ce qui mettait fin à deux décennies de coalition avec la social-démocratie. Selon la *Correspondance Socialiste* du 24 octobre 1966, les méthodes utilisées par Olah et ses nouveaux alliés durant la campagne électorale rappelaient singulièrement le discours antisémite de la Première République. À titre d'exemple, elle citait des tracts de l'ÖVP de Basse-Autriche contre les dirigeants socialistes revenus d'émigration, leur demandant quand ils allaient repartir avec l'aide de leurs relations internationales.

Cible favorite de ce type de discours, Bruno Kreisky, réfugié en Suède, ne s'était vu offrir par les dirigeants du SPÖ qu'un poste modeste de conseiller de légation à Stockholm et, en cas de retour en Autriche, une présidence syndicale, ou la direction d'une chambre de métiers sans mandat politique. C'était compter sans sa pugnacité. S'il ne revint qu'en 1951, il s'imposa rapidement sur la scène politique. Secré-

¹³ Jusqu'en 1952, seuls 4 514 émigrés revinrent en Autriche, dont 1 000 de Grande-Bretagne. Dans son livre *Politik im Wartesaal – Österreichische Exilpolitik in Grossbritannien 1938-1945*, Wien-Köln-Graz, 1975, Hélène Maimann cite (p. 293) un télégramme du Foreign Office daté du 21.8.1945 mentionnant le retour d'Oskar Pollak à Vienne, où son influence peut être utile. "On pense aussi qu'il pourrait obtenir des informations valables pour nous concernant le gouvernement Renner..." Selon l'auteur, le gouvernement britannique permit aussi le retour d'un journaliste communiste, pour prouver son impartialité. Le retour légal des émigrés n'intervint qu'en septembre 1946.

¹⁴ Brigitte Galanda, "Wiedergutmachung in Oesterreich", in *Das Jüdische Echo*, n°XXXV, Wien, octobre 1986, p. 85-86.



taire d'État aux Affaires étrangères en 1953, il participa à la préparation du Traité d'État à Moscou avant de devenir titulaire du ministère entre 1959 et 1966. Loin de le desservir, les attaques d'Olah et de ses nouveaux alliés le portèrent en 1967 à la présidence du SPÖ. Grâce notamment au vote des délégués de province, qui lui savaient gré de ne pas avoir souscrit à l'exclusion d'Olah. Cette indulgence politique de même que sa distanciation du judaïsme et son antisionisme, qui lui furent souvent reprochés dans la Diaspora et en Israël, contribuèrent au contraire à sa popularité en Autriche. En 1970 il l'emporta contre le chancelier sortant, candidat de

un signe de l'atténuation de l'antisémitisme, l'historienne autrichienne Erika Weinzierl répondit : " La famille Kreisky est assimilée depuis plusieurs générations, et comme il ne se reconnaît ni ne se sent formellement Juif, on ne peut l'apprécier comme tel. Son ascension réussie d'homme politique de la République montre effectivement que ce n'est pas le cas ¹⁵. Personnalité atypique de l'ÖVP, E. Weinzierl a beaucoup œuvré pour le rapprochement entre chrétiens et juifs.

Régulièrement réélu durant treize ans au poste de chancelier, Bruno Kreisky obtint même à trois reprises la majorité

absolue pour son parti dont il assumait aussi la présidence. Homme d'État internationalement reconnu – Nahum Goldmann souligna ses mérites dans l'amorce du dialogue israélo-palestinien – artisan indéniable de la modernisation de l'Autriche, force est de constater que l'affirmation permanente de son patriotisme autrichien et son indulgence pour les dérapages antisémites même chez certains de ses ministres, ses diatribes contre la politique israélienne et sa tentative de former en 1975 une petite coalition avec le FPÖ, dont l'orientation, sans être aussi radicale qu'ultérieure-

ment, était pour le moins ambiguë, renforcèrent l'amnésie des Autrichiens sur la réalité du passé que des historiens émigrés ou de la nouvelle génération s'efforçaient de dissiper. Sous son autorité l'Autriche accueillit certes 70 000

réfugiés juifs d'URSS jusqu'en 1973, mais il les renvoya et ferma le Centre d'accueil après le premier attentat terroriste, tout en leur maintenant l'autorisation de transit.

Une violente polémique éclata lorsque Simon Wiesenthal révéla que Friedrich Peter, avec qui Kreisky négociait un accord de gouvernement, était non seulement un ancien officier de la *Waffen SS*, mais qu'il avait aussi participé à une unité d'extermination de Juifs. Ce fait ne put toutefois être prouvé. Furieux, Kreisky traita, par presse interposée, Wiesenthal et ses amis de " mafia politique " qui cherchait à discréditer le SPÖ pour le plus grand profit de l'ÖVP. Wiesenthal porta plainte pour diffamation, à la suite de quoi Kreisky menaçait de faire appel au témoignage d'anciens nazis sur son passé ambigu – à la grande joie de la *Deutsche National und Soldatenzeitung* du 17 octobre 1975, qui rapporta amplement l'affaire. Devant la tournure des événements, Wiesenthal retira sa plainte. Mais le mal était fait. Dans un article de la *Zukunft* de février 1976, Paul Blau, ancien rédacteur en chef de l'organe officiel du SPÖ, déplorant le comportement de Kreisky, se demandait quelle pouvait désormais être l'attitude du parti par rapport au fascisme. La question resta sans réponse. Si ce n'est cinq ans plus tard, lorsque, à l'occasion du 70^e anniversaire du chancelier, la presse qui l'appelait " le roi soleil ", le couvrit d'éloges, sans se priver de rappeler ses origines juives. Or, en ce même 22 janvier 1981, le jury du Tribunal de Klagenfurt acquittait, sous les applaudissements du public, le fils et la fille de l'ancien Gauleiter de Carinthie exécuté à la libération, accusés d'avoir diffusé un pamphlet négationniste. Qualifié de " contraire à la loi ", le jugement fut cassé ultérieurement, ce qui ne dissipa pas l'impression du procès et le verdict du jury po-



« Les gagnants perdants »

Emprunté au journal *Neue Kronen Zeitung*, 5 Octobre 1999

l'ÖVP, malgré une campagne de ce parti soulignant le caractère " d'Autrichien authentique " de ce dernier. À ceux qui, comme Hans Mayer dans son ouvrage *Aussenseiter* (1975), interprétaient l'élection d'un chancelier juif comme

ment, était pour le moins ambiguë, renforcèrent l'amnésie des Autrichiens sur la réalité du passé que des historiens émigrés ou de la nouvelle génération s'efforçaient de dissiper. Sous son auto-

¹⁵ Erika Weinzierl, "Aktuelle Anmerkungen zum Antisemitismus", in *Die Republik* 1, 1977, p.19, répondait au livre de Hans Mayer *Aussenseiter* publié en RFA en 1975.



pulaire, que la *Kärntner Tageszeitung* compara à une fête de mariage.

Au sommet de sa popularité, Kreisky subit peu après une nouvelle avanie lorsqu'il dut se séparer de son jeune ministre des finances Hannes Androsch, qu'il considérait comme son fils spirituel, après la découverte de l'implication de celui-ci dans une affaire de corruption. Le scandale défraya la chronique, fit perdre la majorité au SPÖ et ôta à Kreisky l'envie d'assumer plus longtemps son poste de chancelier, tout en conservant la présidence du parti. Son successeur, Fred Sinowatz, homme honnête mais sans envergure, réalisa la coalition amorcée par Kreisky avec le FPÖ dont il ne parvint pas cependant à maîtriser la dérive. Ce qui ne lui laissa d'autre choix que de revenir à la "grande coalition" avec l'ÖVP.

L'affaire Waldheim et l'ascension de Jörg Haider

Point n'est besoin de revenir longuement sur la candidature et l'élection à la présidence de la République de Kurt Waldheim, largement commentées par la presse autrichienne et internationale entre 1986 et 1988, ni sur le déferlement du nationalisme et de l'antisémitisme déclenché par les accusations de crimes de guerre portées par le Congrès juif mondial contre l'ancien officier de la Wehrmacht. La réaction d'une grande partie de la population fut d'autant plus violente qu'elle se trouvait brutalement confrontée à la réalité d'un passé occulté depuis quatre décennies. Dans la virulence de la polémique, on ne remarqua pas que le SPÖ s'était empressé de rompre l'alliance avec le FPÖ. Rupture qui entraîna la radicalisation de ce dernier au profit de l'aile extrémiste de Jörg Haider, porté à sa présidence. Conscient du discrédit de sa politique, le chancelier Sinowatz céda la place à Frantz Vranitzky, personnalité appréciée des milieux économiques, tout en obtenant la succession de Kreisky à la tête du SPÖ.

La tâche s'annonçait difficile pour le nouveau chancelier : il lui fallait à la fois calmer les esprits à l'intérieur du pays et rassurer l'opinion internationale. Or, plutôt que d'exiger la démission de Kurt Waldheim, ce qui aurait provoqué de nouvelles élections dans un climat défavorable à la social-démocratie, le chancelier Vranitzky chercha à rétablir l'image d'un pays uni derrière le gouvernement. Avec le concours de la *Fédération internationale de la résistance* (FIR/Vienne), la commémoration du cinquantenaire de l'*Anschluss* lui permit de provoquer une profonde impression sur ses compatriotes et sur les délégations de nombreux pays, et de marginaliser le président Waldheim, qui dut se contenter d'une courte allocution radiodiffusée. Le pari semblait gagné : aux législatives de 1990 le SPÖ, avec 43% des voix, distança largement l'ÖVP de Waldheim, abandonné il est vrai par une frange de son électorat au profit du FPÖ de Haider, qui passait de 9,73% à 16,6%.

Malgré sa destitution l'année suivante de son poste de gouverneur de Carinthie à la suite d'un discours violent vantant la politique sociale du III^e Reich et l'honorabilité des anciens SS, qui qualifiait les camps nazis de simples "camps de redressement", son succès aux législatives et les attentats anti-immigrés des groupes néo-nazis, qui bénéficiaient le plus souvent de l'indulgence des tribunaux, l'incitèrent à lancer à la fin de l'année 1992 une initiative populaire pour exiger du Parlement le vote de l'arrêt total de l'immigration et une répression accrue contre les clandestins. Or, malgré le soutien de 100 000 signatures, l'initiative provoqua, pour la première fois depuis 1945, un véritable front de refus. À l'appel des organisations politiques, syndicales et ecclésiastiques, 200 000 personnes formèrent une chaîne de lumière jusqu'à la célèbre Heldenplatz où la foule avait acclamé Hitler lors de l'*Anschluss*. Des manifestations analogues se déroulèrent dans toutes les grandes villes. Hormis en Carinthie, fief de Haider,

où elle recueillit 14% des voix, l'initiative se solda par un échec. Même dans la capitale, où l'immigration représentait 10% de la population, et jusqu'à 30% dans certains quartiers, elle recueillit moins de 9%. Pourtant, un sondage de l'époque révélait que 76% des Autrichiens partageaient plus ou moins les conceptions de Haider sur l'immigration. Comment comprendre ce décalage entre opinions et votes ? Deux facteurs au moins semblent en avoir été la cause. Dans une société éprise de respectabilité, les diatribes de Haider contre le président Klestil, successeur de Waldheim, apprécié pour son rôle de modérateur, et surtout contre le cardinal Koenig, ancien archevêque de Vienne, personnalité qui continuait à jouir d'un grand prestige, avaient indisposé l'électorat conservateur. De plus, l'obligation de signer publiquement lors du vote joua incontestablement un rôle dissuasif. Toutefois, conscient de l'état d'esprit d'une majorité de la population et de l'enjeu des législatives de 1994, le gouvernement décréta un train de mesures visant à endiguer l'afflux des réfugiés d'Europe orientale, tout en assurant que l'Autriche resterait une terre d'asile pour les persécutés.

Son diagnostic s'avéra fondé. Car, bien que l'adhésion de l'Autriche à l'Union Européenne fût approuvée en juin 1994 par près de 66% de l'électorat, malgré une virulente campagne anti-européenne de Haider, les législatives d'octobre se traduisirent par une perte de 12% des suffrages pour les deux partis de la coalition. Avec 63% des voix, ils perdaient la majorité des deux tiers nécessaire au vote des lois constitutionnelles. Ce recul profitait aux Verts, crédités de 7%. Il profitait surtout au FPÖ de Haider qui, avec un million de voix et 22% des suffrages, réussit sa première percée historique. L'élection à la présidence de l'ÖVP, désireux de rajeunir ses cadres, de Wolfgang Schüssel, âgé de 49 ans, faisant de lui, par une procédure quasi automatique,



le vice-chancelier du nouveau gouvernement, aggrava les conflits latents avec les syndicats et le SPÖ sur deux questions majeures : la politique d'austérité, destinée au rétablissement d'une situation économique et monétaire selon les critères de l'Union Européenne, et l'abandon progressif de la neutralité, symbole de l'unité autrichienne aux yeux de SPÖ, au profit d'une intégration aux structures européennes de sécurité. La rupture, provoquée en 1996 par le vice-chancelier Schüssel dans

l'espoir de modifier le rapport de forces en faveur de son parti, n'eut d'autre effet que de favoriser la progression du FPÖ de Haider, qui avec près de 27% des voix occupait désormais une place de premier plan sur l'échiquier politique. Ce résultat ne le mettait plus qu'à deux points d'écart des conservateurs, cependant que le SPÖ perdait la majorité au conseil municipal de Vienne où le parti de Haider disposait de 30 sièges sur 100. Le mécontentement consécutif à la politique d'austérité et aux délocalisations d'entreprises vers l'Europe de l'Est, synonyme de pertes d'emplois, profitait à sa démagogie. D'autant que la coalition entre les deux grands partis se trouvait menacée d'une rupture définitive après l'annonce par Wolfgang Schüssel que l'ÖVP s'en retirerait s'il ne parvenait pas à se maintenir comme deuxième parti national aux élections de 1999.

Le chantage et la crise qu'il ouvrit au sein du gouvernement profitèrent une fois de plus au parti de Haider. Après son succès aux premières élections européennes de 1996 où il obtint 6 des 14 mandats de députés attribués à l'Autriche, et sa réélection en 1998 comme gouverneur de Carinthie, consécutive au refus des conservateurs de faire front commun avec le SPÖ, Haider arriva quasi ex æquo avec l'ÖVP aux

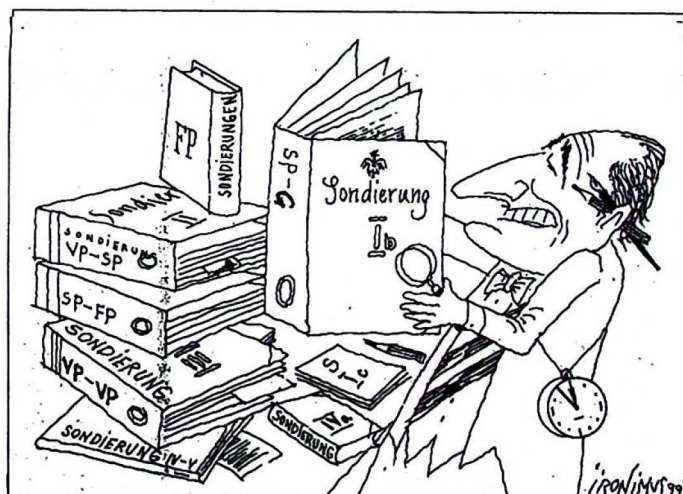
législatives de 1999. Avec seulement 415 voix d'avance sur les conservateurs, son parti devenait le deuxième du pays, disposant de 53 sièges sur les 170 du Parlement, et revendiquait à ce titre sa participation à un gouvernement qu'il n'avait pas cessé de dénoncer jusque là.

Son succès ne peut s'expliquer par la situation économique puisque, après une difficile période d'adaptation aux critères européens, l'Autriche fait fi-

taux exceptionnellement élevé d'absentions, dénotant un rejet des coalitions de partis traditionnels usés par une très longue période de partage des pouvoirs, ainsi que le refus d'assumer un passé revenu comme un boomerang, avec l'affaire des spoliations des Juifs. Le cas de la Suisse diffère néanmoins, puisque l'UDC, radicalisée depuis l'irruption du démagogue milliardaire Blocher, fait depuis longtemps partie de la coalition gouvernementale à quatre (PS - Radicaux - Démocrates-Chrétiens - Démocrates du Centre), dite de " la formule magique "

. Dans ce cadre, les quatre partis se partageaient jusqu'à présent à la proportionnelle les sept départements ministériels. À raison de deux pour chacun des trois premiers et d'un pour le dernier. Arrivé en tête, celui-ci revendique maintenant un second poste ministériel, avec l'intention de rompre l'équilibre politique établi depuis 1945, et de contrarier toute perspective d'adhésion suisse à l'Union Européenne.

Reste à savoir quelle sera l'attitude de celle-ci à l'égard de l'Autriche si l'ÖVP, tentée comme jadis



Le Président Klestil ausculte les comptes rendus des pourparlers entre partis en vue d'un gouvernement de coalition introuvable
Emprunté au journal autrichien *Die Presse*, 6-7 Novembre 1999

gure aujourd'hui de pays modèle, avec un taux de chômage de seulement 4,4%, un taux de croissance de 2,2%, une inflation contenue à 1% et un déficit public de 2,1%. Salué par le président chrétien social de Bavière tout comme par le chef du Parti démocratique de Centre, Christophe Blocher, grand vainqueur des récentes élections législatives en Suisse, ce succès d'un discours anti-européen, xénophobe et raciste est dû à la fois à l'électorat rural qui se sent menacé par la mondialisation et à la crainte d'un afflux d'immigrés, particulièrement sensible chez les jeunes ouvriers qui représentent désormais 47% de l'électorat de Haider contre 35% de celui du SPÖ. À quoi s'ajoutent, en Autriche comme en Suisse, un

ses prédécesseurs chrétiens sociaux de s'allier à l'extrême droite pour réduire la social-démocratie, ouvre la voie du pouvoir à l'homme qui préconise de substituer la démocratie directe - dont on voit déjà les effets en Carinthie - aux institutions parlementaires. Malgré son plus mauvais résultat, le SPÖ reste avec 33% la première formation du pays, et se voit à ce titre chargé de former le gouvernement. Les tractations engagées s'avèrent difficiles. La menace du ministre israélien des Affaires étrangères de rompre les relations avec l'Autriche si le FPÖ de Haider entrait au gouvernement a provoqué un véritable tollé dans l'opinion qui a jugé inadmissible cette ingérence dans les affaires intérieures du pays, comme la mise en cause



d'un parti "comme les autres", puisqu'il représente désormais près d'un tiers de l'électorat. Fort de ce soutien, Jörg Haider a entrepris une tournée de séduction dans les démocraties européennes pour expliquer que son parti est qualifié à tort d'extrême droite et que ses dérapages passés ne relevaient que de la fièvre des joutes électorales. Selon l'historien Gerhard Botz, la cote d'alerte maximale n'est pas encore at-

teinte parce que l'ÖVP se heurte toujours à de fortes résistances internes et externes. Il reste que si l'érosion des partis traditionnels se poursuit, Haider a toutes les chances d'accéder au pouvoir d'ici trois ou quatre ans.

Avec ses paysages idylliques, un partenariat social modèle, sa richesse culturelle et son style bon enfant, l'Autriche d'aujourd'hui ne doit pas faire

oublier qu'elle fut le berceau du national-socialisme, la patrie de Hitler et des nazis les plus fanatiques, auxquels une longue tradition de catholicisme pangermaniste et antisémite avait frayé la voie. L'histoire, on le sait, ne se répète jamais à l'identique. Mais les vieux démons n'ont pas disparu pour autant, et leur tentation subsiste. ■

Rita Thalmann

La Tchétchénie : un témoignage de 1840...

Jacques Burko

On a bien compris que les Russes et les Tchétchènes ne s'aimaient guère. Les Français conçoivent bien que cette inimitié remonte au temps où l'expansion de l'empire tsariste vint se heurter au Sud à la barre du Caucase, dans la poussée obstinée des Russes vers les mers chaudes. Ici, comme lors de leur avance vers l'Est, vers les confins de la Sibérie, les tsars installaient dans chaque marche de leur territoire des cosaques, ces paysans-guerriers, chargés à la fois de protéger l'Empire et d'en repousser progressivement les frontières. Il y eut ainsi, après les cosaques du Dniepr, qui étaient le bouclier contre l'Empire ottoman et ses vassaux tatars de Crimée, ceux du Don, ceux de l'Oural, ceux de Kouban en enfin ceux de Terek – petit fleuve coulant en plein territoire tchétchène. Ce torrent devint, vers 1830, la frontière entre les terres déjà soumises au tsar et celles encore libres. Ainsi, pendant quelque temps, de part et d'autre de ce cours d'eau, les cosaques et les Tchétchènes se faisaient face. Nous entendîmes de nouveau il y a peu le nom de ce torrent, quand Terek fut désigné pour un moment comme la frontière d'une zone-tampon que les Russes voulaient imposer à leurs turbulents voisins.

Mais revenons quelque cent soixante ans en arrière. Le jeune poète russe Mikhaïl Lermontov, qui avait déplu au tsar à cause du poème très violent composé après la mort tragique de son grand prédécesseur, Alexandre Pouchkine, a été exilé en 1837 dans l'armée du Caucase. Il y composa ses plus belles œuvres, avant de tomber à son tour dans un duel à 27 ans. Un an avant sa mort, il écrivit notamment une *berceuse cosaque*, directement inspirée par un chant authentique, entendu dans un hameau de cosaques de Terek. Voici une traduction rapide d'un extrait significatif de ce texte, qui donne l'idée de ce qu'était l'attitude des Russes envers les "peuplades sauvages" qu'ils tentaient de soumettre :

Dors, mon bébé magnifique,

Dors bien...

*La lune claire regarde
doucement ton berceau.*

[...]

Terek coule entre les pierres,

Son onde trouble gronde,

*Le méchant Tchétchène rampe sur la rive,
Et aiguise son poignard.*

*Mais ton père est un guerrier courageux,
Rompu au combat ;*

Dors, mon petit, dors tranquille,

Dors bien.

Le temps viendra pour toi aussi

De connaître la vie guerrière,

Tu mettras sans crainte le pied à l'étrier

Et prendras ton fusil.

Moi, je broderai de soie

Ta selle de combat,

Dors, mon enfant bien-aimé,

Dors bien...

[...]

Cette illustration littéraire des relations entre les deux peuples est éclairante des rapports colonisateurs/colonisés au XIX^e siècle en général, et des conséquences que nous n'avons pas fini de dévider à l'entrée du XXI^e. Et en l'occurrence, les héritiers de l'empire tsariste ont pris quelque retard sur les colonisateurs occidentaux. ■



Nombres

Edmond Kahn

Dans un atlas de géopolitique que je viens de consulter, le peuple juif apparaît comme étant composé d'une part de 4,2 millions de personnes en Israël, et par ailleurs de 10 millions dont la plupart habitent aux USA. D'où une vision de ce que nous pourrions devenir d'ici quelques décennies : un peuple réparti par moitiés sur ces deux territoires. D'appartenir à une communauté forte de 600 000 personnes en France m'indique que la proportion de cette communauté par rapport à l'ensemble des Juifs est de l'ordre de 4,25 %. Je savais faire partie d'une minorité, voici que je fais partie d'une minorité de la minorité que sont les Juifs, et même, au regard de l'histoire des juifs en France, j'ai l'impression de faire partie d'une fraction seulement de cette minorité, moi qui ne suis ni religieux ni sioniste. Serions-nous donc condamnés à disparaître ? Serions-nous condamnés à n'être plus qu'un souvenir de l'histoire ? D'où l'importance de se battre pour conserver la mémoire de son identité. À l'heure des médias, être écouté passe par la mise en bonne position au "hit parade", faute de quoi notre parole ne reste qu'un vague souffle au milieu de la tempête. Il faut apprendre à parler comme Démosthène, face à la mer, et finir par se faire entendre. Il fut un temps où l'on décompta les Hébreux ayant fui l'Égypte. Faisons nos comptes ! Combien sommes-nous à être juifs ? Ce qui renvoie à la question fondamentale : qui est juif ? ... "Le compte y est, mais la poche est vide".

D'un autre côté, faire nombre n'est plus une solution à l'heure des crimes de guerre banalisés. Les troupes occupantes ont acquis une certaine dextérité à massacrer les populations civiles gênantes par leur présence sur un territoire convoité : Bosnie, Kosovo, Timor, Tchétchénie, Daghestan, Afghanistan, et

j'en passe. Tout est bon pour clarifier les situations dans un monde qui tend aux idées simples. Être ou ne pas être. Le choix est-il d'être au bon endroit au bon moment ?

Ainsi, les populations civiles palestiniennes ont été parfois gênantes en Israël pendant la guerre que les Israéliens appellent Guerre d'indépendance. Il faut avoir le courage de le reconnaître. Une initiative dans le sens de la reconnaissance de ce qui s'est passé à Kafir Kassem en 1948 semble 50 ans plus tard acceptable à la mémoire israélienne. Il faut se féliciter que les livres de classe se mettent à incorporer les sombres actions de gardes frontières trop zélés ayant reçu des directives floues. Il semble d'ailleurs que dans beaucoup de situations 50 ans soit un bon nombre pour que les atrocités refassent surface. Combien de temps aura-t-il fallu attendre pour que les dangereux terroristes algériens qui défilaient devant le Rex en octobre 1961 deviennent enfin de simples manifestants pacifiques ? Combien de temps aura-t-il fallu attendre pour que les mutins de la Somme en 1917 redeviennent enfin des soldats héroïques réclamant plus d'humanité ? Combien de temps aura-t-il fallu attendre pour que le traître Dreyfus redevienne enfin un capitaine dévoué à son pays ?

Avec la longévité accrue des hommes, les criminels n'ont plus toujours le temps de mourir tranquillement dans leur lit, et l'on voit des vieillards passer en justice : Papon, Pinochet...

Moins terribles mais tout aussi significatifs sont les vols et pillages qui ne sont pas des crimes de sang. Il a fallu ainsi attendre 50 ans pour que la plupart des tableaux "juifs" soient désignés comme des tableaux volés et non simplement récupérés ou recyclés.

Même s'ils ont été volés, les détenteurs actuels prétendent avoir des droits à les conserver.

Manières d'être juif

Faute de pouvoir facilement répondre à la question "qui est juif?", je préfère commencer par répondre à la question "comment être juif?". Il y a en effet des quantités de manière d'être juif. Il y a les juifs de culture, de tradition, les juifs religieux et ultrareligieux ainsi que les libéraux, les juifs nationalistes (sionistes), les juifs laïques, les juifs parce qu'ayant un nom juif ou parce que leurs papiers renvoient à une origine juive (juifs administratifs), ceux qui se disent d'origine juive, les convertis au judaïsme, les israélites, ceux qui s'affirment juifs, une très grande partie des Israéliens, les juifs convertis au christianisme, ceux qui se découvrent juifs et ceux que les autres considèrent comme juifs, ceux qui ont changé de nom et bientôt d'accent. Rien que du point de vue patronymique, on découvre que s'il y a 600 000 juifs en France, il y a plus de 3 millions de personnes qui portent un nom juif. Par ordre alphabétique : Abraham, Milhaud, etc. Serait-on plus juif avec un grand-père paternel juif qu'avec une grand-mère juive, les autres grands-parents ne l'étant pas ? Le nom aurait-il une telle influence que certains seraient tentés d'en changer pour ne plus être juifs ? Échappe-t-on d'ailleurs si facilement au fait d'être juif ? Plus l'antisémite est paranoïaque, plus il fouille. Cela s'est déjà vu. Quant à dissimuler le fait d'être juif, chiche !

Manières de se souvenir de son judaïsme

Une fois par an, le jour de Kippour pose la question fondamentale de mon lien au judaïsme. Si je ne célébrais pas Kip-



pour d'une façon ou d'une autre, que resterait-il de mon judaïsme ? Mais Kippour est une fête religieuse, et la manière la plus directe d'affirmer son identité juive est d'aller à la synagogue, de porter une "kippa", ne serait-ce que quelques minutes. Le problème est de savoir quelle synagogue fera l'affaire. Car il est des synagogues comme des individus, elles ont chacune leur individualité. Certaines sont orthodoxes, d'autres sont libérales ou conservatrices, et elles placent les femmes à

des endroits différents. La prononciation des prières change aussi et parfois une traduction française est permise. Le bavardage des voisins est plus ou moins fréquent. Il y a aussi tous ceux qui restent sur le parvis. Quand je suis arrivé à la synagogue pour la dernière fois il ne s'y passait pas grand chose car j'étais arrivé entre deux offices. Je suis donc allé à la synagogue voisine qui à la même heure priait. Il y avait plus de monde et il faisait plus chaud. La disposition n'était pas la même, ni même

l'audience et la sonorité. Je suis ressorti avec le sentiment que l'endroit où je me sentais le mieux en ce jour de Kippour c'était au fond la rue entre les deux synagogues, à l'instar de ce juif qui ayant réussi à quitter la Russie pour aller en Israël fit tout pour y retourner, pour ensuite vouloir retourner encore en Israël. Mais là encore, il veut retourner en Russie, et à la question posée, pourquoi, il répond : " On est si bien dans l'avion ". J'étais si bien dans la rue ce jour là. ■

Brèves

Une plaque pour Benjamin Fondane

*Souvenez-vous seulement que j'étais innocent
Et que, tout comme vous, mortels de ce jour-là,
J'avais eu moi aussi un visage marqué
Par la colère, la pitié et la joie,*

Un visage d'homme, tout simplement

Ces vers sont les vers gravés sur la plaque inaugurée ce dimanche 14 novembre 1999, apposée sur la façade de l'immeuble du 6, rue Rollin, qu'habita de 1932 à 1944 le poète Benjamin Fondane (Iassi 1898-Auschwitz 7 mars 1944). La pose de cette plaque est due à l'acharnement de la " Société d'études Benjamin Fondane "1, dont le président Éric Freedman et la vice-présidente Monique Jutrin entourés d'un groupe important de membres de la Société et d'amis ont rendu à Benjamin Fondane, poète, philosophe, dramaturge, cinéaste, critique, journaliste un hommage plein de ferveur. Il faut lire et relire Benjamin Fondane, écouter sa voix :

*Puisse ma voix déposer
en toi, comme en un verre d'eau,
de grandes branches de lumière*

La Bibliothèque MEDEM

52, rue René-Boulanger, Paris 10° (voir l'article page 29) présente jusqu'au 31 décembre 1999 une exposition sous le titre "Mille portes étroites". Il s'agit d'un ensemble très riche, illustrant la vie juive à Vilno, appelée avant la Shoah la "Jérusalem lithuanienne". L'exposition fait une large place au mouvement littéraire et artistique "Young Vilne", né dans cette ville à la fin des années 20. En plus des panneaux présentant la vie et la mort de cette importante communauté, la Bibliothèque présente une importante collection de livres qui s'y rapportent.

¹ Pour en savoir plus : " Société des Amis de Benjamin Fondane ", chez Eric Friedmann, 30 rue Gramme, 75015 Paris ; et sur le web : <http://www.fondane.org>. Le disque du spectacle *Crier toujours jusqu'à la fin du monde* (avec chants yiddish) est disponible à la FNAC ; on peut aussi se le procurer en téléphonant au 01 40 21 12 40.

DIASPORIQUES est une revue trimestrielle de réflexion politique et culturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux.

Directeur de la publication : Henri Korn. Comité de rédaction : Dorothee Rousset, Antoinette Weil, Richard Marienstras, Philippe Lazar, Jacques Burko (secrétaire de rédaction). Conseil d'orientation : les précédents plus Elise Marienstras, Françoise Weil, Edmond Kahn, Alfred Spira, Raphaël Visocékas. Correspondant à Vienne (Autriche) : Johannes Gielge. Maquette : Corinne Dupuy. Mise en page : J.-François Lévy. Travaux graphiques : B. Lévy. Illustrations : Irène Elster. Corrections : Antoinette Weil. Impression : Imprimerie Lienhart, Aubenas. N° ISSN 1276 4248.

Les textes publiés par *Diasporiques* n'engagent que la responsabilité de leurs signataires.

Prix au numéro : 35 francs (5,33 Euros). Abonnement annuel : 120 francs (18,29 Euros). Abonnement de soutien : 200 francs (30,48 Euros) ou plus. Pour s'abonner, envoyer ses nom et adresse, avec un chèque à l'ordre du cercle Gaston-Crémieux (*Diasporiques*) à :

Jacques Burko ; 56, rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris.

Cercle Gaston-Crémieux : Pour tout renseignement sur le Cercle et sur son fonctionnement, ainsi que pour une éventuelle adhésion, s'adresser à Jacques Burko, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le Cercle a été fondé en 1967 par : Joseph Huppert, G. Isotti-Rosovsky, Claude Lanzmann, Philippe Lazar, Jacques Lebar, Richard Marienstras, Léon Poliakov, Oscar Rosovsky, Rita Thalman, Pierre Vidal-Naquet et Raphaël Visocékas. Il est présidé par R. Marienstras.



Les livres

Fabrication d'un antisémite Nadine Fresco. Seuil, 1999. 180 F.

Pourquoi N. Fresco, historienne, a-t-elle écrit ce gros ouvrage sur Paul Rassinier, père fondateur du négationnisme alors qu'il a pourtant été déporté à Dora (pas un camp d'extermination, pas une villégiature non plus!) ? F. Brayard, qui a publié en 1996 un livre sur Rassinier, parle d'un "mystère". C'est ce mystère que N. Fresco veut éclaircir en étudiant sa trajectoire, pour trouver comment l'antisémitisme vient à un "homme sans importance".

Rassinier naît en 1906 près de Belfort, dans un milieu paysan. Il devient instituteur en 1926, mais pas brillamment : après deux échecs au concours d'entrée à l'École Normale d'Instituteurs et deux échecs au Brevet supérieur, il est nommé instituteur par protection. Entré au Parti Communiste en 1923, il fait son éducation politique par la lecture de *L'Humanité* et s'initie ainsi à ses pratiques de dénonciation : dénonciation des mensonges de la grande banque (avec des relents antisémites), dénonciation des menaces d'agression contre l'U.R.S.S. Mais en 1932, il est exclu du parti par une des purges du P.C., première de la série de ses exclusions. De 1932 à 1934, il écrit dans une feuille locale, *Le Travailleur*, en gardant ses habitudes de dénonciation, mais cette fois contre le P.C. Les articles de journaux seront désormais son grand moyen d'affirmation de soi. En 1934, il entre à la S.F.I.O., et le lecteur curieux de l'histoire de la gauche trouvera dans l'étude de N. Fresco une étude détaillée de la bolchevisation du P.C après le congrès de Tours, l'étude aussi des groupes d'exclus, des querelles internes de la S.F.I.O. après 1930, avec le dédale des courants, dont l'un des plus puissants est celui de Paul Faure, le pacifiste intégral. Et Rassinier le suit : quand, en 1935, le P.C. commence à mettre en garde contre Hitler, son anticommunisme qui date de 1932 surdétermine le pacifisme que le P.C. lui avait inculqué : il écrit : "Accepter la guerre ? Jamais !" En 1938, il faut "une politique de compréhension" de Hitler.

Viennent la guerre et l'occupation. Rassinier s'est réjoui, oralement, de l'armistice. À partir de novembre 1942, son attitude s'infléchit, et il se rattache au mouvement de résistance "Libération", mais en s'opposant à toute action armée contre l'occupant ; il crée encore un journal local, *La IV^e République* dont le premier numéro lui vaut d'être arrêté par les Allemands fin novembre 1943. N. Fresco a retrouvé aux Archives nationales une lettre contenant un organigramme fruit de son invention présentant les autorités du Territoire de Belfort après la Libération, et qui montre sa mégalomanie : il y figure en tant que commissaire de la République.

À son retour de Dora en juin 1945, invalide (il sera mis à la retraite en 1950 à 44 ans), il se présente aux élections mu-



nicipales puis aux législatives (1945 et 1946) ; il est d'abord battu par Dreyfus-Schmidt, le maire radical d'avant la guerre, et les socialistes, n'appréciant pas "son sectarisme et son caractère peu sociable", présentent un autre candidat aux élections de juin 46 avec Rassinier comme suppléant seulement. Une fois les élections gagnées, il contraint cet élu à démissionner : il est enfin député..., pour deux mois ! Et les élections de novembre 46 sont l'occasion d'invectives entre Dreyfus-Schmidt et lui-même, qui reprend des thèmes antisémites. Après son échec final, il quitte Belfort en 1947, et le règlement de compte avec ceux qui lui refusent la reconnaissance sociale va se transformer en "une révision des valeurs révolutionnaires. Où cela me conduira, je n'en sais rien". Il écrit des livres qui d'abord prétendent "rétablir la vérité" à propos du camp de Dora : en fait il y minimise le rôle des SS et les anciens de Dora l'accusent de fabuler. En 1950, paraît *Le mensonge d'Ulysse* avec une préface d'Albert Paraz (l'éditeur des pires écrits de Céline) ; il y critique les livres de six déportés (dont David Rousset), ce qui motive son exclusion de la S.F.I.O en 1951. Peu après, il adhère à la Fédération anarchiste et rédige une autobiographie où il accumule les mensonges sur ses études et sa vie politique. Quand Mendès-France est au pouvoir, il publie un pamphlet, *Le Parlement aux mains des banques*, juives bien sûr ; puis, sous l'égide d'un ancien SS, il fait des conférences en Allemagne : cela finit par inquiéter les anarchistes, et c'est la troisième exclusion ! Et par ses livres de 1962, *Le véritable procès Eichmann ou les vainqueurs incorrigibles*, et de 1967, *Les responsables de la Seconde guerre mondiale*, il s'enfoncé dans sa réfection de l'histoire.

On peut résumer : ayant vécu de multiples échecs et exclusions, mythomane et mégalomane, Rassinier est l'homme du ressentiment ; et N. Fresco conclut en montrant le lien entre les deux révisions qu'il opère, le négationnisme et sa propre hagiographie. Dans les deux cas, il expose le réel comme fiction, niant d'une part le génocide et d'autre part ses propres liens avec l'extrême droite, et sous sa plume le mensonge devient réalité : je suis un résistant de la première heure, un complot juif mondial a inventé le génocide. Il prête aux Juifs, par projection, ses mensonges sur lui-même, et il légitime sa négation du génocide par la légitimation de sa personne : les Juifs sont devenus le territoire fantasmagorique sur lequel concentrer son ressentiment.

C'est banal ? Mais rien de plus banal que l'existence d'antisémites. ■

Dorothee Rousset



Les Îles du passé Barbara Honigmann. Traduit de l'allemand par Colette Strauss-Hiva. éd. Jacqueline Chambon, 1999, 140 p. 98F.

Juive, que sais-je de mes ancêtres ? Peu de choses, parce que, à travers émigrations, guerres et massacres, il ne reste guère d'archives. Mais la tradition orale ? Elle est souvent mince, parce qu'il arrive que les parents parlent peu de leur passé et de leur famille, s'étonnant même que leurs enfants leur posent des questions. Alors seules des "îles du passé" émergent dans l'océan de l'exil.

Ce sont ces îles que tente de retrouver Barbara Honigmann. Née à Berlin en 1949 de parents qui, ayant pu fuir à Londres en 1934, sont retournés en 1945 en Allemagne de l'Est, parce qu'ils croyaient au communisme qui prétend ignorer les races, Barbara connaît cette histoire de ses parents, mais « que sont devenus les autres, vos familles en Hongrie, en Autriche, en Allemagne ? Pourquoi parlez-vous toujours si peu de vos parents ? » Elle finit par ne plus poser ces questions, qui restent sans réponse. Pourquoi ce silence ? Le père a un credo " je suis un descendant des Lumières... Les nôtres, c'étaient les artisans du communisme ", et c'est seulement après sa mort, quand elle publie un livre, que tout un trier venu de cousins d'Angleterre et des États-Unis lui permet de reconstituer l'histoire de sa famille paternelle, à partir de l'arrière-grand-père, qui s'est battu pour l'émancipation des Juifs de Prusse et a pris part à la révolution de 1848. Chaque génération, depuis, a fait effort pour s'assimiler, jusqu'à son père, devenu tout à fait étranger au judaïsme. La mère, elle non plus, ne parle pas de sa famille, et aux questions de sa fille " répondait sur un ton agacé, comme si de toute façon tout cela ne me regardait pas ". Pourtant, elle est autre, quand elle parle en hongrois, langue de son enfance, en anglais (elle admire la conduite des Anglais pendant la guerre), en viennois, par mépris pour les Allemands. Mais elle n'est " aucunement disposée à se mettre à la recherche de traces, de racines et de passé ". Elle se veut " enjouée " et " forte " par " orgueil de ne pas se livrer et de rester par conséquent invincible ". Ce refus d'évoquer le passé n'est-il pas pour elle le moyen de supporter les émigrations successives ? Mais, coupés de leurs racines et de leur histoire, ses parents ne sont plus juifs et ne sont pas devenus des Allemands : " ici, je ressens un froid, un vide ", dit finalement le père, " je ne sais plus du tout qui je suis ".

Et Barbara constate que la présence d'un Juif exaspère les Allemands, parce qu'ils savent qu'il y a entre eux une histoire terrible. Pour elle, " vivre au voisinage d'Allemands sans éprouver de malaise, ce serait trop me demander ". Finis les combats, finies les contorsions" de ses ascendants. Elle préfère changer de pays, parce qu'elle se sent juive plus qu'allemande, même si elle l'est culturellement, et même si elle choisit de vivre à Strasbourg, " à trois rues de la

frontière ", et y écrit en allemand. Mais là, elle peut étudier la Bible, célébrer les fêtes juives, bref connaître son peuple, avec ses amies sépharades, elles-mêmes déracinées de multiples lieux.

Mais quitte à changer de pays, pourquoi la France, et pas Israël ? Son attachement pour ce pays, dit-elle, n'est pas un engagement. " C'est plutôt dans la dispersion que nous nous sentons chez nous, non sans quelque douleur il est vrai ". A voguer d'île en île, n'y a-t-il que là qu'elle se sente elle-même ? ■

Dorothee Rousset

Apprivoiser les maladies de bébé Simone Rubin
Editions Erès, ...pages, 55 F.

Pédiatre à Strasbourg depuis trente ans, Simone Rubin publie un livre truculent sur l'art et la manière d'apprivoiser les maladies de bébé. En vérité, à regarder seulement le titre de l'ouvrage on s'étonne d'en trouver mention dans *Diasporiques* ; certes il s'agit là d'un souci commun à beaucoup de nos lecteurs, mais jusqu'ici la revue ne donnait pas dans le compte rendu médical. Mais ici, le métier sert de prétexte à un autre récit... L'auteur s'attarde sur son enfance dans le Paris d'avant-guerre et pendant l'occupation, et esquisse un " portrait de famille ". Ses parents, juifs lithuaniens venus s'installer en France dans les années 1930, ont eu un rôle déterminant dans le choix de sa future carrière. Figure emblématique, son père " perdu dans ses rêves, ses pensées, ses livres... russes, yiddish et français ", avait décidé " que son unique fille lui fera l'honneur de devenir médecin ". Sa mère " qui parlait tout à fait couramment le yiddish, l'allemand et le russe, mais fort mal le français ", " avait un intérêt majeur pour les maladies et était une cliente assidue de multiples docteurs " ; " fille unique, je fus le principal objet de ses inquiétudes et de tous ses soins... Bien des années plus tard, dans une pratique officielle qui succédait à la pratique officieuse de ma mère, j'obtins grâce à mes diplômes l'honorifique droit de soigner mes prochains en apposant sur ma maison une plaque indiquant mes titres et ma spécialité ".

En arrière-plan, dans des pages bouleversantes, l'auteur évoque l'occupation de Paris, la peur de l'arrestation, l'assassinat de ses grands-parents en Lituanie...

Inspirée par son histoire et par sa pratique professionnelle, Simone Rubin est un clinicien de l'âme humaine. Sa réflexion se nourrit de ses dialogues avec ses patients, parents et enfants. Mêlant émotion et humour décapant, elle utilise toutes les ressources de l'ironie face aux vicissitudes de la vie. Elle montre comment la santé traduit un état d'équilibre entre soi-même et son entourage, comment le bébé participe aux histoires, amitiés et inimitiés de ses parents. Elle nous pro-



pose " des petits voyages dans nos organes " et " quelques pistes pour tenter de faire l'économie des maladies chroniques "... Ce livre s'adresse à tous, parents, grands-parents, médecins et... bébés. À la fois divertissant, instructif et émouvant, il prodigue une formidable leçon d'optimisme. ■

Muriel Klein-Zolty

Nous avons aussi beaucoup aimé...

L'adolescence volée Stanislas Tomkiewicz Calmann-Lévy, 1999, 252 pages, 125 F.

Médecin-psychiatre, grand spécialiste de l'enfant et de l'adolescent, ayant consacré une grande partie de sa vie professionnelle aux enfants autistes ou polyhandicapés, "Tom" raconte ici sa vie professionnelle – en vérité un long combat pour défendre ceux que la vie et la société ont lésés. Et il livre les mobiles premiers de cet altruisme : l'adolescence, sa propre adolescence qui lui avait été volée dans le ghetto de Varsovie et dans le camp de concentration de Bergen-Belsen... Livre attachant, de grande sincérité et de grande passion, qui en particulier livre le passé "enkysté" qui a attendu plus de cinquante ans pour être enfin raconté. ■

Le temps du pluriel (La France dans l'Europe multiculturelle) Bruno Etienne, Henri Giordan, Robert Lafont, Editions de l'Aube, 1999, 116 p., 89 F.

Trois universitaires, spécialistes des minorités en France, nous livrent la richesse de leurs réflexions sur les perspectives nouvelles qu'offre l'intégration européenne à la diversité culturelle des pays-membres. Le respect de l'Autre... Dans la foulée de la phrase de Louis Armand dans les années 60 : "Je suis pro-européen, car dans l'Europe je pourrai enfin être savoyard en plus d'être français"... ■

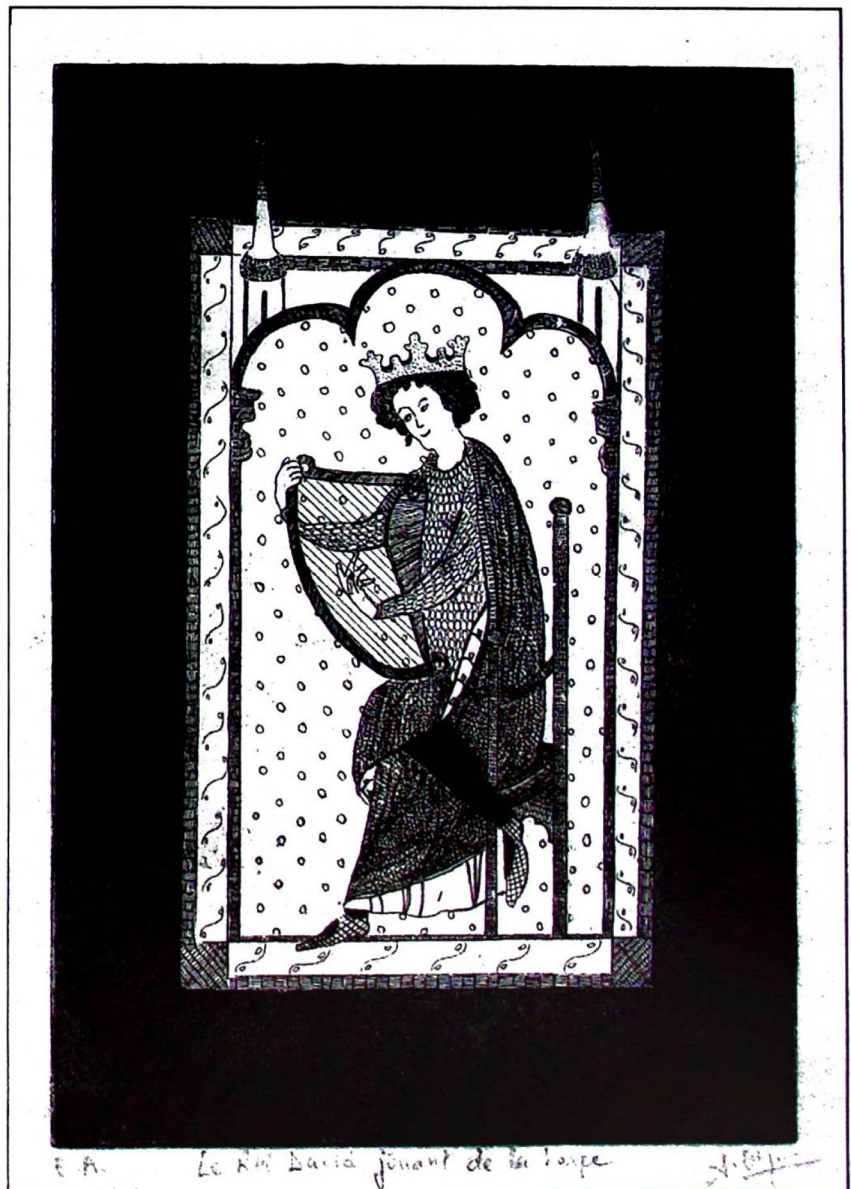
Réparations Claude Gutman, Plon, 1999, 216 pages, 65F.

Claude Gutman prend là l'heureuse initiative de rééditer le récit autobiographique de son enfance, paru en 1981 au "Mercure de France". Initiative heureuse, car on s'attache immédiatement à ce récit, dont la sincérité déchirée et déchirante éveille chez tout

lecteur, quelle qu'en ait été la trajectoire personnelle, des réminiscences puisées au fond commun de l'enfance juive. ■

Par-delà les monts obscurs Gilles Rozier, Denoël, 1999, 90 pages, 65 F.

Nous n'avons guère l'habitude de parler des romans, mais il convient d'attirer l'attention sur ce premier petit ouvrage, plein d'invention. Voici un livre qui se lit rapidement, mais qui laisse un goût persistant... Un de ses mérites complémentaires est de "banaliser" la condition juive, sans éclats dramatiques, l'intégrant dans la vie environnante comme si "nous" étions comme tout le monde. Et en même temps faisant bien sentir que ce n'est pas vrai. Difficile exercice ! ■



A-E. Lazar : Le Roi David jouant de la harpe



Cinéma

« Voyages » Emmanuel Finkiel

Venue de Tel Aviv, Riwka le visage tendu, se trouve avec un groupe de gens âgés, tous dans un car qui se dirige vers Auschwitz pour un voyage-pèlerinage.

À Paris, Régine, qui participait à ce périple, apprend par un coup de fil l'arrivée de quelqu'un qui se présente comme son père, qu'elle croyait mort en déportation.

Débarquant de Russie en Israël, malgré ses 85 ans, Véra, complètement désorientée, se demande s'il y a des juifs dans ce pays où on ne parle même pas yiddish.

Trois intrigues s'entrecroisent ainsi, liées par un même fil conducteur, toutes hantées par l'ineffaçable mémoire de la Shoah.

Emmanuel Finkiel le répète, il a réalisé une fiction, pas un documentaire. Cette fiction pose pourtant un problème d'histoire crucial. De quelle façon se marque le traumatisme de la Shoah, et comment se propage-t-il ? Pour ces rescapés, cette mémoire imprègne à jamais leur vie. Pourtant, ils ne " racontent " pas. L'originalité de l'approche consiste à ne pas privilégier des récits de témoins. C'est la subjectivité de chacun face à son vécu, ce que révèlent ses sensations, ses impressions qui, à partir de son histoire, construit l'Histoire.

Trois admirables portraits de femmes, Riwka (Shulamit Adar), Régine (Lilian Rovère), Véra (Esther Gorintin), tissent ce récit, destins personnels unis par la mémoire. La caméra les différencie. Riwka, déchirée entre un passé et un présent inconciliables est fréquemment prise de profil, pas " entière ". Régine, elle, regarde de face le vieil homme endormi qui prétend être son père. Mais l'image la plus impressionnante est celle de Véra, de dos, courbée, épuisée, et qui continue pourtant à avancer.

Trois femmes toutes marquées par l'âge, les souvenirs ineffaçables, la douleur, mais qui ont gardé le courage de vivre.

Trois lieux : Auschwitz, Paris, Tel Aviv – ce qui fut souvent le parcours des survivants.

Un car roule vers Auschwitz, à travers un paysage enneigé, dans l'indifférence glacée de la Pologne contemporaine. Soudain, le car s'arrête, une panne. L'arrêt forcé déclenche un rapport différent : les gens changent de place, parlent – des langues diverses, le yiddish prédomine. La tension monte, le paravent des apparences craque. Pourtant, banalité ou agressivité des propos restent les masques d'une souffrance



toujours présente. Un père a traîné là son fils réticent au nom d'une transmission que celui-ci refuse. Riwka ne peut plus supporter l'incompréhension de son mari devant son deuil impossible. Elle ne descendra pas avec les autres à Auschwitz et restera là, le regard hanté par l'angoisse du souvenir. Pour tous, l'incommensurable tragédie demeure sous-jacente. Une vidéo filmée pendant le trajet, projetée au retour, la réintroduit en quelques brèves images : Sam, le boute-en-train du trajet, terrassé par l'émotion, le fils serrant dans ses bras son père qui pleure. Première séquence d'autant plus violente et dure que les protagonistes sont vieux, et conscients d'être les derniers représentants d'un monde, celui de la culture yiddish, qui disparaîtra avec eux, même s'il peut renaître sous une autre forme.

Régine, qui participait à ce voyage, vit à Paris où elle milite dans diverses associations liées aux déportés. Le téléphone sonne. Une voix lui annonce que son père n'est pas mort en déportation. Et c'est l'arrivée de ce fantôme du passé. Comment savoir qui il est réellement ? Comment, à partir d'une mauvaise photo jaunie, où l'on distingue mal un homme jeune, reconnaître un vieil homme ? Régine cherche, fouille. Est-il possible de ressusciter un passé néantisé ? Malgré son doute qui devient certitude d'erreur ou de tromperie, Régine peut-elle chasser ce vieillard, le renvoyer à l'errance ? Elle décide de l'accueillir, de l'aider dans ses recherches. Mais reste-t-il une place au monde pour ces gens surgis de nulle part, vivants déjà morts ?

Dans sa quête, Régine téléphone à Riwka à Tel Aviv. C'est la ville où débarque Véra, venue avec de nombreux autres émigrants russes. Ils sont reçus, logés, leur vie matérielle est assurée, mais il n'y a personne pour prendre en charge le désarroi des arrivants, qui se retrouvent totalement étrangers dans ce pays dont ils ont tant rêvé. L'État d'Israël a son existence propre, la diaspora et l'extermination nazie sont réduits là à des concepts abstraits, sans rapport avec la vie quotidienne. Véra le constate amèrement : " en Israël, il n'y a pas de juifs, il y a des Israéliens ". Cette vieille femme se lance dans un parcours épuisant pour retrouver sa dernière attache, une cousine dont elle ne sait plus rien. Trimballée d'autobus en rues interminables à travers cette ville indifférente, elle retrouvera sa cousine dans une maison de retraite confortable et sinistre, antichambre de la mort. Alors elle repart et dans un autobus, encore, se trouve mal. C'est Riwka



qui l'emmène chez elle, la fait asseoir, lui donne un verre d'eau. On voit la maison cossue, le jardin soigné. C'est un décor. Riwka n'a plus le courage de changer sa vie, de quitter un mari qui crie, de garder cette vieille femme qui l'émeut – et qu'elle laisse repartir. À travers la fenêtre, elle la regarde, assise, seule, à l'arrêt d'un autobus, qu'elle ne prend pas. Où aller ? Mais quand le bus suivant est passé, il n'y a plus personne. Où Vera est-elle partie ? Elle qui raconte à Riwka qu'on lui a dit de voir le désert, parce que c'est beau, au milieu de la foule comme seule sur son banc, elle est déjà dans un désert. C'est sur l'image d'une solitude absolue que le film se termine.

« Voyages » ouvre une nouvelle voie au cinéma post-shoah. Ni reconstitution, toujours discutable, ni affabulation, trop

souvent choquante, les bribes de récits comme le non-dit des survivants évoquent avec d'autant plus de force la douleur enfouie et toujours présente. « Voyages », de ville en ville, d'années accumulées, d'éternels déracinés qui n'ont plus de vraie place nulle part. Pourtant, ce n'est pas un film morbide. La révolte de Riwka, la quête de Régine, l'indomptable énergie de Vera n'appellent pas la compassion. Émouvants, humains, ceux qui savent que leur mort se rapproche montrent leur courage de vivre, leur refus d'abandonner. « Voyages » dans la mémoire et dans le présent – sensible, pudique et vrai, un beau film. ■

Lilly Scherr

Musique

Sephardic songs, par Jana Lewitowa (soprano) et Rudolf Merinsky, un disque compact édité à Prague par ARTA RECORDS.

D'où vient le léger malaise que l'on éprouve à l'écoute de ce disque qui nous vient d'un lieu imprévu, Prague, et rempli de qualités par ailleurs ?

À l'analyse, les points forts sont nombreux et remarquables :

Écoutons les quatre premières plages par exemple. Il apparaît déjà que la voix est de soprano légère, un peu haut placée pour ce répertoire, d'une grande pureté, et que l'accompagnement est de qualité, bien équilibré. L'enregistrement de la berceuse n° 2 *A la nana a la buba* est réalisé dans une chambre d'écho, la voix porte, encore mieux mise en valeur dans la plage suivante : *Aire de mujer. Adio Querida*, la plage n° 4, est un test : comme elle est chantée par pratiquement toutes les interprètes, les points de comparaison ne manquent pas ! Celle-ci est une bonne interprétation, la voix est très juste, l'accompagnement équilibré, de qualité, la viole de gambe entre autres est très agréable et bien venue.

À notre grande surprise, la prononciation de la langue judéo-espagnole par une femme non native, en pays non latin, est très convenable !

Plus loin *El rey que mucho madruga* et *Partos trocados* nous étaient complètement inconnues, qui racontent chacune une petite histoire complète et plutôt dramatique.

Dans la n° 10 : *Ven querida*, histoire triste, l'interprétation est formellement belle, mais on n'a pas l'impression que l'interprète entre dans la peau du personnage, un homme d'ailleurs.



Photo Irène Elster

Paxaro, (n° 15) nous a plu, un classique très court dans un environnement musical entraînant laissant large place à l'accompagnement.

La n° 21, *Esta montaña d'enfrente* est une des meilleures, l'accord est parfait entre la voix et la viole de gambe.

Que manque-t-il alors à cet enregistrement pour constituer un modèle, une vraie réussite ? Simplement de nous émouvoir.

Jana Lewitowa est une très bonne chanteuse classique, pas du tout folklorique, restant à l'extérieur de ses personnages, comme si elle nous interprétait un chant de la Renaissance, une mélodie de Fauré ou de Chausson, et paradoxalement une perfection formelle souvent atteinte dessert la spontanéité, la crédibilité même de l'interprétation. Dommage !

Le livret cite les textes en trois langues : l'original judéo-espagnol (nous en avons respecté ici l'orthographe), le tchèque et l'anglais, mais n'indique malheureusement pas les noms des accompagnateurs pour chaque morceau, ni la durée des plages. ■

Jean Carasso

(avec l'autorisation spéciale de *La Lettre Sépharade*)

Attention mélomanes !

Les mélomanes intéressés par les oeuvres de G. Kurtag (cf. *Diasporiques* n° 10 de mai 1999) peuvent en écouter lors de plusieurs concerts donnés à la Cité de la Musique (parc de la Villette) notamment les 3/2, 26/2 et 26/4/2000.



Poésie

Charles Dobzynski nous fait l'amitié de confier à Diasporiques quelques aphorismes extraits de son recueil inédit : La Parole est en dérangement.

Π Ο Σ Τ Α Ὶ Ω Ε Σ

(Extraits)

La loi est le trou noir qui relie la lumière.

Conduire un peuple hors de lui-même plutôt qu'au bout de son destin.

Tel est le dilemme : sortir de l'exil ou perdre son identité. Mais si l'identité n'était qu'un exil ?

Le pain sans levain aide à survivre. Mais comment se nourrir d'un avenir sans levain ?

On a beau quitter son destin comme un lieu d'esclavage. On a beau se libérer du désert. On a beau domestiquer la terre, la seule reconquête de soi-même n'est pas possession, mais reconnaissance et partage.

L'Écriture change la peau de la mémoire. La mémoire se vitrifie : que voit-elle à travers le livre où se sont calcinés tous les signes du recommencement ?

Notre sel s'est formé et fut ramassé dans les marges de l'Écriture.

Il faut se munir d'une outre remplie de mots pour passer outre.

D'avoir été formé par et dans le Livre, né de son argile, imprimé sur son parchemin, moulé dans son histoire, le Juif est doué d'un caractère entier qui préfère le tout à la partie, moins réfractaire à la fusion qu'à l'exigence de partage.

Il n'y a plus de ghettos, mais il suffit à un Juif de gratter en lui-même pour en faire resurgir des morceaux, des lessons dans sa mémoire.

Le Juif s'est réalisé à la lettre, dans la lettre où réside sa substance et l'être de sa pensée. S'il s'éloigne de son héritage, sa pensée se dilapide, sa lettre n'est plus rien qu'une enveloppe vide.

L'antisémitisme porte en lui le pogrome comme la nuée porte l'orage.



Photo René Elster

La comptabilité des outrages et des persécutions dont les Juifs furent victimes n'est pas forcément bonne conseillère : l'accumulation conduit à répertorier la mémoire, à fonder sur le nombre des morts la supériorité et les directives d'une morale, alors qu'il s'agit d'inventer, pour les vivants, l'exercice le plus exigeant de cette morale.

Une terre fut promise, certes. Mais promise à tous ceux qui y ont croisé leurs racines et implanté leur mémoire. La promesse, pour être validée, suppose et impose la reconnaissance de cette sédimentation et la générosité du partage qu'elle implique.

Il est absurde de vouloir louer Dieu. Plus encore de vouloir l'acheter : il est hors de prix comme il est hors de vue.

Pendant des siècles, les Juifs ont souvent mal vécu mais survécu, préservant leur langue en acceptant d'être les réceptacles d'autres langues, d'autres cultures.

Conquérir la paix exige plus de courage, d'opiniâtreté, d'intelligence, que de conquérir et conserver en dépit de toute raison des territoires disputés.

Les Juifs d'Israël disposent d'un État aux pilotes solides. Il leur reste à créer non un État de fait, mais un État de fête, qui ne peut se concevoir que dans l'allégresse de l'entente, de la compréhension, de la coopération. ■



Le Groupement pour la Défense des Minorités

Yves Plasseraud

Pourquoi défendre les minorités ? Cette question, quel militant des droits de l'homme, a fortiori s'il s'occupe de minorités, ne l'a-t-il entendue cent fois ?

• Les minorités, fauteuses de troubles ?

Avec la fin de la guerre froide et l'avènement d'une société au sein de laquelle la poursuite d'hypothétiques Droits de l'Homme tient de plus en plus souvent lieu d'action politique, le sort des minorités a fait un retour remarqué dans les arènes internationales. Pourtant, le principe de la reconnaissance et, à plus forte raison, de la protection des minorités ethniques, nationales ou culturelles, est loin aujourd'hui encore, de faire l'unanimité. Les critiques suivantes sont les plus fréquemment avancées :

1 - La première repose sur la constatation – incontestable au demeurant – que la plupart des conflits qui ensanglantent notre planète ont pour cause des situations minoritaires mal vécues ou mal gérées¹. Les minorités ethniques, réputées "bellifères" par nature, en seraient la cause première. Moins on parlerait d'elles et de leur protection, mieux le monde irait. Apparue dans les années trente, cette thèse mettait notamment en cause le système multilatéral de protection des minorités de la SDN qui, en survalorisant la revendication minoritaire, aurait nourri et entretenu des tensions nationalistes plus ou moins artificielles.

2 - Une autre critique est formulée au nom de la modernité ou de l'Europe. Désormais, l'avenir serait aux grands ensembles homogènes au sein desquels les citoyens – indépendamment de leur origine – bénéficieraient tous des mê-

mes droits et des mêmes obligations. La lutte pour leur survie, action de groupuscules irréalistes, dériverait toujours, du fait notamment de l'indifférence des populations concernées, vers un terrorisme sauvage et aveugle version ETA.

De leur côté, les tenants du cosmopolitisme voient dans ce qu'ils appellent le "métissage" le sésame des sociétés modernes. Ils condamnent également sans appel les défenseurs des cultures régionales, chantres selon eux d'un archaïque «dispositif d'enracinement» aux relents pétainistes. On trouve souvent dans le "non dit" de ces argumentations un reste de vulgate communiste au terme de laquelle les mouvements minoritaires européens (considérés a priori comme "de droite") seraient tous plus ou moins manipulés par des services secrets.

3 - La citoyenneté républicaine à la française, reflet d'une conception universaliste de la société, est le fondement d'une autre négation des minorités. Les tenants de cette théorie ne disconviennent pas de l'existence de minorités en Chine ou au Congo-Kinshasa², ils prétendent seulement que le concept est inopérant en France, pays qui, en dépit d'un caractère multiethnique reconnu, n'aurait pas de minorités sur son sol. Cette thèse, fondée sur l'incompatibilité de la reconnaissance de communautés avec une citoyenneté républicaine foncièrement assimilationniste, constitue un argumentaire étatique permettant de rejeter – en toute légalité républicaine – les demandes de la "base"³.

Aucune de ces critiques n'est à notre sens réellement convaincante.

² Voir par exemple le discours de François Mitterrand, Président de la République, sur "La sécurité en Europe" devant l'École de guerre, le 11 avril 1991, *Le Monde* 13-04-1991, éditorial.

³ Cf sur ce thème : Dominique Schnapper, *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*. Gallimard, 1995 et, du même auteur, *La relation à l'autre*, Gallimard, 1998.

• Quel rôle pour les minorités ?

Depuis quelques années, les sociologues, notamment au Canada⁴ mais aussi en France⁵, ont beaucoup étudié la fonction sociale de la fluctuante "mosaïque" minoritaire. Ils lui ont trouvé certaines vertus. Mais, avant d'aller plus loin, rappelons que toutes les identités, celles des minorités, du fait de leur taille plus encore que d'autres, sont en perpétuel devenir ; l'identité est plus un processus qu'un état, et le métissage, au sens d'enrichissement mutuel sans fusion entre les parties en cause, est aussi constant que général. Par ailleurs, outre que le métissage intégral est vraisemblablement une utopie dans nos sociétés, on oublie parfois que, pour pouvoir s'enrichir de la différence d'autrui, encore faut-il que celui-ci ait conservé au moins certains éléments de sa propre culture. Loin de s'opposer, métissage et maintien des cultures différentes, et en particulier des langues, sont donc complémentaires comme l'ont montré l'Andalousie des trois cultures ou la Vienne fin de siècle, théâtres de processus de fertilisation croisées.

1 - La prise en compte de l'identité collective des groupes minoritaires, voire un certain enracinement, loin de n'être qu'un réflexe "tribal", héritage des âges obscurs, apparaît souvent de nos jours comme un antidote aux dérives du fanatisme "identitaire" et de l'ensauvagement urbain. Les désordres auxquels on assiste aujourd'hui universellement de Tchétchenie aux banlieues des métropoles européennes ou asiatiques sont moins dus en effet au déchaînement d'un excès d'identité qu'au contrecoup différé d'une insuffisante reconnaissance identitaire (le besoin de dignité).

⁴ Michael Keating, *Nations against the State: The new politics of nationalism in Quebec, Catalonia and Scotland*, Mc Millan, 1996.

⁵ Voir notamment M. Wieworka, *La démocratie à l'épreuve. Nationalisme, populisme, ethnicité*, La Découverte/Essais, 1993, et, M. Wieworka et al. *Une société fragmentée*, La Découverte, 1996.

¹ Voir sur ce thème : Raymond Duncan et Paul Holman Jr *Ethnic nationalism and regional conflict. The former Soviet Union and Yugoslavia*. Westview Press, 1994, et Christian Jäggi, *Nationalismus und ethnische Minderheiten*, Orel Füssli, Zürich, 1993.



Une certaine conscience d'appartenance, une fierté de ses origines, un enracinement culturel, notamment associatif, apparaissent comme de bons points d'appui en vue d'une insertion réussie dans le tissu social. Comme l'a bien montré Henri Giordan (*n°9 de Diasporiques*), si Bretons, Frisons et Samis ne sont pas heureux et fiers de leur culture et de leur héritage, Juifs, Roms et immigrés risquent d'être un jour à nouveau seuls face à la stigmatisation assassine d'un pouvoir incontrôlé et il sera alors trop tard.

2 - Nous vivons aujourd'hui dans un monde en évolution si rapide que l'aptitude à évoluer, ou plus précisément à innover, est devenue synonyme de survie. Or la faculté de penser autrement n'existe qu'à partir du moment où des cultures différentes, des sensibilités diverses permettent de poser sur les problèmes des regards obliques, et non conformistes. Les inventeurs ou créateurs sociaux sont surtout, c'est connu, des gens de culture différente de l'environnement dominant. Les prix Nobel américains – en majorité de provenance extra-américaine récente – sont ainsi presque tous originaires de régions frontalières ou de communautés minoritaires.

Il est dans ces conditions essentiel de préserver la diversité culturelle qui de nos jours s'exprime surtout par le biais des langues. À chaque langue correspond une vision du monde originale : autant de parlers, autant d'aptitudes différentes à appréhender le réel et à l'interpréter. Comme le dit l'adage populaire, on est autant de fois homme que l'on connaît de langues. Cette pluralité de regards (on parle à ce sujet de pluri-oculisme) sur les problèmes du monde, que ceux-ci soient techniques ou de société, est selon les socio-psychologues à l'origine d'une flexibilité sociale facteur d'innovation et d'adaptabilité.

● Une exigence morale sanctionnée par le droit

Comme l'indique le vocable même de minorités, les groupes en cause sont en général dans une position de faiblesse, si ce n'est de sujétion, par rapport à la majorité et à l'État qui représente d'abord celle-ci. En vertu de l'adage se-



Photo Irène Elster

lon lequel, entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère, l'idée d'une protection des minorités vient tout de suite à l'esprit.

Les organisations intergouvernementales, qu'elles soient à vocation universelle (ONU, UNESCO) ou régionale (Conseil de l'Europe, OSCE) ont, dans ces conditions, entrepris, et souvent mené à bien, l'élaboration de traités visant explicitement à la protection des minorités ethniques, culturelles ou religieuses. Le résultat s'est bientôt révélé spectaculaire (sinon efficace). Car, en l'absence d'autres critères objectifs,

le traitement réservé par un État à ses minorités s'est, conjointement avec l'abolition de la peine de mort, avéré constituer l'un des critères disponibles pour octroyer ou non à un État l'accès à l'un de ces "clubs pour États" que sont le Conseil de l'Europe ou l'Association des États de l'Asie du Sud Est.

Aujourd'hui, la protection des minorités est reconnue comme l'un des droits de l'homme parmi d'autres et l'opportunité de mécanismes spécifiques à cet égard n'est plus contestée dans les milieux informés. Contribuer à la collecte d'informations, diffuser celles-ci et participer par la réflexion à la recherche des instruments les plus adaptés constituent aujourd'hui les tâches essentielles que poursuit le Groupement pour les Droits des Minorités (GDM).

Petite structure associative (loi de 1901) née en 1978, peu médiatisée et sans autre source de financement que le soutien de ses membres et la vente de ses publications, le GDM, membre du réseau international du « Minority Rights Group International », jouit à ce titre d'un rôle consultatif auprès d'un certain nombre d'organisations intergouvernementales (ONU, Conseil de l'Europe...) et voit son rôle reconnu dans de nombreuses enceintes.

Situant son action intégralement dans le cadre des droits de l'homme et fondant celle-ci sur le corpus existant aujourd'hui en la matière, le GDM œuvre, en commun avec les autres organisations humanitaires (Amnesty International, Survival International...), pour une extension de ces droits au bénéfice des groupes les moins favorisés. Il faut à cet égard rappeler ici qu'elle est la seule organisation française s'intéressant à l'ensemble des minorités – et ce au niveau du monde entier – et seulement aux minorités. ■



Le livre hébraïque

Liliane Kuczynski

Toutes les critiques émises à l'encontre de la Bibliothèque nationale de France ne doivent pas faire oublier les trésors qu'elle recèle. Durant le mois d'octobre, Michel Garel, Conservateur au département des Manuscrits orientaux, nous a initiés aux richesses des manuscrits hébraïques médiévaux qui y sont conservés. La «main forte», expression tirée de l'Exode, désignant le bras de Dieu arrachant les Hébreux de leur esclavage en Egypte, est aussi celle des copistes, peintres, enlumineurs et calligraphes qui, dans l'ensemble de la diaspora, contribuèrent à la diffusion des textes juifs. Des chefs d'œuvre réalisés par ces artistes, nous avons pu avoir un aperçu dans l'exposition préparée par le même Michel Garel en 1991-92, d'où est issu un très beau catalogue (*D'une main forte, manuscrits hébreux des collections françaises*, Seuil-Bibliothèque nationale).

La première conférence était consacrée à la micrographie. À l'origine, la réduction de l'écriture n'avait qu'un but pratique, servant à consigner en quelques lignes, à la façon de notes, les gloses, la vocalisation, la cantilation du texte (l'ensemble formant la *massore*). Mais dès le x^e siècle les scribes proche-orientaux tirèrent parti du potentiel décoratif de cette écriture minuscule. Ornant un texte central dont elles brisaient la linéarité, ces micrographies, parfois devenues illisibles, en devinrent de plus en plus indépendantes. Formées souvent d'un assemblage de fragments divers, elles se développèrent en décors géométriques ou figuratifs, empruntés, par exemple, au bestiaire gothique dans les grandes bibles ashkénazes, ou en entrelacs sophistiqués dans les manuscrits médiévaux espagnols. Le texte fait image, «l'écriture comme parure de l'Écriture», selon l'expression de Michel Garel, connut son apogée au Moyen Âge, et sa réalisation n'est pas sans rapport avec le développement de l'optique à cette époque.

Dans sa deuxième conférence, Michel Garel évoqua, à l'inverse, le symbolisme sous-jacent aux images. Pour lui, aucun dessin, aucune illustration ne sont purement décoratifs mais font toujours allusion à un texte qui en éclaire le sens. Un exemple : les cinq figurations de cochons ou de sangliers existant dans l'iconographie juive médiévale sont des allusions aux textes représentant par ces animaux Edom, éternel ennemi d'Israël, qu'il s'agisse de l'occupation romaine ou de la chrétienté et du pouvoir en Occident ; en outre, dans le Talmud, élever des cochons est synonyme d'étudier la pensée grecque ! Il est toujours indispensable, selon Michel Garel, de «déchiffrer ce que la peinture écrit» : de décrypter derrière les images un symbolisme judaïque quasiment immuable, parfois aussi des messages davantage liés à une époque donnée.

De l'héraldique, Michel Garel donna un aperçu dans sa troisième conférence. Non pas de l'héraldique purement juive, mais de l'usage fait par les copistes juifs des blasons existant dans les contrées où ils vivaient. Certains manuscrits sont en effet pourvus de pages armorisées dont l'étude permet de localiser et de dater les manuscrits dépourvus de colophons¹. À côté de blasons dont la lecture semble claire figurent des représentations plus subtiles comme ce jeu continu, dans les manuscrits hébreux français, sur la fleur de lys, symbole à la fois du royaume de France et d'Israël.

La dernière conférence, tout aussi passionnante que les premières bien qu'elle n'ait pas été agrémentée de la projection de magnifiques diapositives, fut consacrée à la fabrication et au commerce des livres au Moyen Âge, sur lesquels les *responsa* des rabbins médiévaux fournissent de nombreuses indications. Le statut des copistes était proche de celui des instituteurs, pas très élevé dans l'échelle sociale. Mais certains, médecins, orfèvres, n'exerçaient cette activité qu'occasionnellement. L'engagement pouvait être fait à l'année, auprès d'écoles ou de particuliers riches et influents, ou à la tâche. Le modèle devait être fourni par les commanditaires, fort soucieux de trouver les textes les plus fiables possible. Ceux-ci planifiaient la circulation des manuscrits réalisés sur leur ordre. Les livres avaient une valeur marchande et une *ketouba* montre que ceux apportés dans le mariage étaient comptabilisés comme tout autre bien meuble. Cette valeur, qui n'a fait que croître à travers les siècles, dépendait de plusieurs critères : la ponctuation, la vocalisation du texte, la beauté de l'écriture, du papier, la largeur des marges (qu'on pouvait découper pour en faire des *tefilin* ou des *mezouzot*...), la réalisation par un scribe unique. En raison de leur coût, la mise en gage des livres a été une pratique usitée... de même que le vol ! Mais, à l'époque médiévale, on avait pour les livres un grand respect et il était très estimable de savoir prêter ces outils fondamentaux dans la transmission du savoir. ■

¹ Le terme désigne la page portant le nom et l'adresse de l'éditeur.

Sous presse

À la suite du colloque qui s'est tenu en septembre 1998 avec pour thème "Victor Basch, la passion de la justice", un livre collectif va paraître en janvier 2000 aux éditions Berg International, sous le titre *Victor Basch, 1863-1944; un intellectuel cosmopolite*.



L'insurrection des « vingt mille » : femmes, prolétaires, juives New York 1909-1910

Françoise Basch

Au bout de la longue presqu'île de Manhattan se déploie le Lower East Side, quartier de galeries d'art et de prêt-à-porter haut de gamme. On entrevoit dans les étages de ces immeubles des ateliers de couture, qui rappellent des temps d'exploitation intense et sauvage. Il y a moins d'un siècle, les ouvrières de la confection du corsage, immigrées, majoritairement juives de l'Europe de l'Est, et aussi Italiennes, se soulevèrent en un grand mouvement, "l'insurrection des vingt mille". Ignorantes le plus souvent de la langue anglaise, de la vie syndicale, des us et coutumes en vigueur dans le Nouveau Monde, ces femmes luttèrent pendant treize semaines contre l'exploitation, pour de meilleures conditions de travail et pour leur dignité. Différents groupes, féministes, philanthropes, socialistes et suffragistes fortunées leur prêteront épisodiquement main forte.

Du 22 novembre 1909 au 15 février 1910, se produisit un débrayage massif, unique dans l'industrie du vêtement : vingt à trente mille personnes dont 80% de très jeunes femmes réparties dans plus de quatre cents entreprises. La grève déferla comme un raz de marée. Les ouvrières sortaient en masse des fabriques et se déversaient dans les rues étroites de l'East Side pour rejoindre le quartier général de Clinton Street : "On aurait dit une puissante armée surgie dans la nuit et exigeant d'être entendue."¹

Le mouvement touchait un secteur important de la confection, celui des corsages, (*shirtwaist*) qui, portés avec une longue jupe noire, étaient devenus au tournant du siècle une tenue courante pour les femmes. Caractéristique de cette main d'œuvre : la féminisation (70% de femmes) et les origines immigrées (57% de juives russes, 35% d'Italiennes, 7% d'Américaines). Il faut rappeler que les immigrants juifs, allemands et hongrois, puis à partir de 1890 les exilés de l'Europe de l'Est chassés par les pogroms et les lois d'exception, s'étaient engouffrés dans l'industrie américaine du vêtement. Débarquant en terre étrangère et à la recherche d'un environnement familial, le nouvel immigrant cherchait à se loger chez des compatriotes (d'où la pratique des *boarders*) et à s'embaucher chez un patron juif, ce qui ne le mettait nullement à l'abri de l'exploitation.

La féminisation des métiers de l'aiguille se produit avec la deuxième génération d'immigrés. À partir de 1880, une fa-

mille juive sur trois et une famille italienne sur cinq envoyaient une de leurs filles au travail. Nécessité économique plutôt que souci d'égalité de sexe. Par ailleurs, la présence massive des jeunes juives russes aux cours du soir, effort considérable après d'épuisantes journées, témoignait de leur désir d'émancipation et de la soif d'éducation du milieu.

Comment vivait la population laborieuse de cette "cosmopolis" ? Ces nouveaux immigrants, "mer humaine bouillonnante, alimentée par les cours d'eau...", arrivant de tous les centres de langue yiddish de l'Europe², se pressaient dans un périmètre peuplé de petites entreprises, de bureaux, de fabriques. Quartier dortoir également, cette jungle urbaine était constellée de bâtisses en brique de sept à neuf étages (*tenements*) hérissées d'échelles métalliques, équipées au mieux d'un seul water-closet et d'un évier par

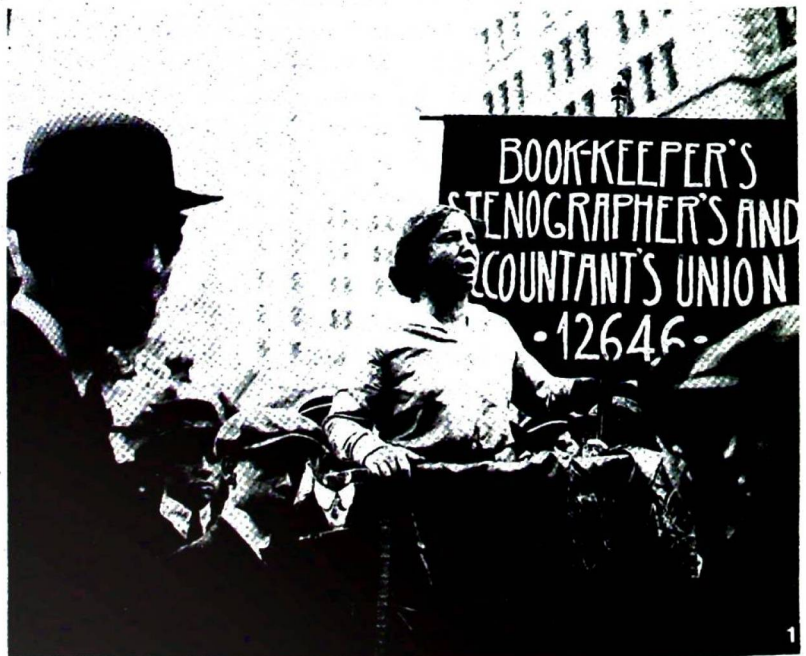


Photo Brown Brothers

palier. Ces logements bon marché et surpeuplés, souvent privés de l'air et de la lumière du jour, ressemblaient à des prisons. Dans la canicule des étés new-yorkais, on s'entassait le soir sur les échelles pour respirer un peu, discuter, dormir même. Après sa longue journée de travail, Pauline Newman regagne à contrecœur son logis :

² Moses Rischin, *The Promised City, New York Jews 1870-1914*, Harvard University Press 1978, p.76.

¹ Alice Henry, *Trade Union Woman*, New York 1915, p. 93.



On sortait de l'atelier, sombre et froid l'hiver, brûlant l'été [...] et on rentrait chez soi : mais quel chez soi ? [...] je vivais dans deux pièces avec ma mère et mes deux sœurs ; la chambre à coucher n'avait pas de fenêtre, les toilettes étaient dans la cour [...] l'été, trottoirs, échelle d'incendie, toits se transformaient en chambres à coucher [...] On portait des vêtements pas chers, on mangeait pas cher et on n'avait rien à espérer du lendemain.³

Sur les conditions de travail dans ces ateliers, Pauline Newman, ouvrière, organisatrice et socialiste avait beaucoup à dire. Elle n'avait à l'époque que neuf ans et son travail de finisseuse consistait à couper les fils des coutures à la machine. Dans l'entreprise familiale, "Triangle Waist Company", au neuvième étage, la main d'œuvre, y compris les enfants, était étroitement surveillée. "Nos patrons furent les premiers à porter les nouveaux talons de caoutchouc ; on ne savait jamais quand ils allaient vous tomber dessus pour vous espionner..."⁴ Les ouvrières faisaient une semaine de cinquante-six heures, soixante-dix heures trente en haute saison. Incroyablement lourds, ces horaires étaient aggravés par les variations saisonnières, l'insuffisance et la disparité des salaires : trois ou quatre dollars pour une apprentie ou finisseuse, douze ou seize dollars pour les modélistes, en passant par les piqueuses payées huit à treize dollars par semaine. Coupeurs et tailleurs, main d'œuvre masculine qualifiée, recevaient davantage. Subdivisé à l'extrême et anarchique, le travail était rémunéré aux pièces ou à la semaine. La sous-traitance sévissait encore parfois à l'intérieur de l'usine. Les enquêtes de l'époque démontrent l'insuffisance de ces salaires pour couvrir les dépenses indispensables.

Mais l'exploitation ne se traduisait pas seulement par la précarité matérielle. Les jeunes ouvrières subissaient des vexations diverses ; d'abord un système de déductions abusives : amendes infligées pour le moindre retard, paiement de chaque aiguille cassée sur leur machine à coudre, de la chaise, du portemanteau. Les tracasseries et humiliations les plus insupportables visaient l'ethnicité et le genre. On faisait par exemple s'asseoir côte à côte une juive et une italienne, qui ne pouvaient communiquer entre elles. Ou encore, comme l'écrivait un témoin : "L'arrogant juif allemand prenait plaisir à insulter grossièrement les sensibles Russes"⁵. Il arrivait en effet que des immigrants, relativement installés et insérés, ne cachent pas leur sentiment de supériorité à l'égard des nouveaux arrivants, désorientés et démunis. En outre, les ouvrières subissaient mainte humiliation du fait de leur sexe. Les hommes, peu nombreux dans les fabriques, occu-

paient le sommet de la hiérarchie : coupeurs, tailleurs, patrons, contremaîtres. Une anecdote contée par Rose Schneiderman rend bien l'atmosphère dans laquelle le patron, souvent un parent ou une connaissance, prenait avec les ouvrières des libertés quasi féodales.

*On m'informa que M. Aptheke avait l'habitude de pincer ses employées et qu'elles en avaient assez. J'allai le voir [...] et lui dis que cette habitude de pincer les fesses des jeunes filles était blessante [...] et qu'il veuille bien désormais s'abstenir. Il me regarda avec étonnement : " Mais Miss Schneiderman, dit-il, ces petites sont comme mes propres filles ". La responsable d'atelier répondit alors du tac au tac : " Dans ce cas, M. Aptheke, nous préférons être orphelines ".*⁶

Souvent la résistance au harcèlement sexuel pouvait mal se terminer : une jeune Russe écrivait au *Forverts* pour raconter comment elle fut brutalement congédiée pour avoir protesté contre les avances d'un contremaître. On voit donc comment chez ces ouvrières les bases de l'identité, classe, genre, ethnicité, tissent une oppression propre à susciter conflits et révoltes.

Quel rôle jouaient les syndicats dans ce contexte ? Le grand syndicat du vêtement, l'International Labor Garment Workers' Union (ILGWU), ne voit le jour qu'en 1900. Contrairement à l'American Federation of Labor, syndicat corporatiste orienté vers "l'aristocratie du travail", l'ILGWU était ouvert à tous les ouvriers qualifiés ou non, américains ou non, et les organisait selon leur métier ou leur qualification. Tailleurs et coupeurs (main d'œuvre masculine) formaient l'élite ; finisseuses, repasseuses et piqueuses la masse. Tirillé entre les idées socialistes et la modération ambiante, en proie à de graves difficultés financières, l'ILGWU en 1909 bat de l'aile, sauf la section 25 qui regroupait des ouvrières du corsage et quelques syndicalistes actifs. Les juifs (ouvriers et cadres) constituaient la majorité de l'ILGWU qui entretenait des rapports étroits avec d'autres organisations juives, United Hebrew Trades, Arbeiter Ring et le *Forverts*. Le journal était imprimé en trois langues : anglais, italien et yiddish mais bien des débats ne se déroulaient qu'en yiddish, ce qui irritait les travailleurs italiens.

Et les femmes ? Proportionnellement à leur nombre dans le métier, rares étaient celles qui avant 1910 appartenaient au syndicat. Rien d'étonnant à cela. Très jeunes, encore sous l'emprise de leur famille, elles se projetaient dans un avenir traditionnel : "... les valeurs juives comme les valeurs américaines n'indiquaient qu'une voie à suivre, celle du mariage et de la maternité", écrit Irving Howe⁷. Peu ou

³ Pauline Newman : interview en 1975, in Barbara Wertheimer, *We Were There*, Pantheon Books 1977, p.294.

⁴ Barbara Wertheimer, *We Were There*, Pantheon Books 1977, p.294.

⁵ *Souvenir History of the Shirtwaistmaker Strike*, put out by "Local 25" of the Ladies Waist and Dressmakers Union, 1910, Schlesinger Library, Cambridge, MA. p.4-5.

⁶ Rose Schneiderman, *All for One*, New York, P. S. Erikson 1967, p.86-87.

⁷ Irving Howe, *World of our Fathers*, Harcourt 1976.



point qualifiées, considérant l'atelier comme un lieu de passage, elles s'impliquaient peu, sauf exception, dans l'organisation ouvrière.

Personne n'attend d'une femme qu'elle prenne son travail salarié sérieusement [...] On l'invite à se bercer du rêve doré selon lequel le mariage apportera la solution à tous ses problèmes matériels, faisait remarquer une organisatrice⁸.

Au niveau de l'organisation syndicale, rien n'encourageait ni ne facilitait la participation féminine. Les réunions mixtes se tiennent au café à des heures tardives. Ce sont nécessairement des hommes, qualifiés et politisés, qui monopolisent la parole. Quant aux premières responsables issues de la base, Rose Schneiderman, Pauline Newman, Fania Cohn, on leur inflige, au moins au niveau local, des rebuffades propres à décourager les plus déterminées. Un exemple : P. Newman démissionna provisoirement de l'ILGWU qui prétendait la payer moins que les autres responsables. Avec un tiers de femmes parmi ses membres, aucun nom féminin n'apparaissait dans les comptes rendus de congrès avant 1909 et aucun visage de femme sur les photos officielles du bureau national. En dépit de cette discrimination sexiste, qui venait s'ajouter à bien d'autres difficultés d'organisation, la diversité ethnique et l'hétérogénéité culturelle, la section 25 du syndicat du corsage avait largement recruté, passant de cent à mille membres en 1909, juste avant la grève générale.

Le 22 novembre 1909 au cours d'un grand meeting des arrêts de travail avaient déjà eu lieu – Clara Lemlich⁹, une ouvrière de seize ans, prononça “ une philippique en yiddish ” qui généralisa le mouvement.

Je suis une travailleuse, en grève contre des conditions travail intolérables. J'en ai assez d'écouter des orateurs faire des discours [...] Je propose une motion déclarant la grève générale immédiatement ”. Instantanément, écrit le reporter, l'immense auditoire se mit debout, chacun clamant son approbation, en agitant chapeaux, cannes et mouchoirs. Puis le président Bernard Feigenbaum [...] s'écria : “ ... Voulez vous prêter l'antique serment du peuple juif ? ” Deux mille personnes levèrent la main en prononçant ces mots : “ Que ma main se dessèche et se détache de mon bras, si je trahis la cause que je m'engage aujourd'hui à défendre ”.¹⁰

Les revendications se cristallisèrent rapidement. Les *Shirtwaistmakers* demandaient l'abolition complète de la sous-traitance, la paie hebdomadaire, la semaine de cin-

⁸ Helen Marot, *American Labor Union*, Arno Press 1969, p.72.

⁹ Agée de seize ans, C. Lemlich était une organisatrice connue dans les ateliers du corsage. Le 22 novembre 1909, elle souffrait encore des coups reçus dans un piquet de grève à l'entreprise Leiserson.

¹⁰ Lewis L. Levine, *The Women's Garment Workers: the History of the International Ladies' Garment Workers' Union*, Arno Press, p.154. Citation du psaume 167.

quante-deux heures, la limitation des heures supplémentaires, la suppression des amendes, le paiement des fournitures par la direction, la reconnaissance du syndicat qui pouvait aller jusqu'au monopole d'embauche syndical (*closed shop*). Loin de demeurer isolés, ouvrières et syndicats trouvèrent des alliés, parties prenantes de cette lutte. D'abord la National Women's Trade Union League (NWTUL) fondée en 1903 qui désirait aider les ouvrières, tout spécialement les immigrantes, à s'organiser sur le lieu du travail. Comme Lillian Wald, Jane Addams et le “ Settlement Movement ”, ces réformatrices issues de milieux généralement aisés s'inspiraient d'un idéal de philanthropie et d'émancipation féminine. Leur soutien fut immédiat et sans faille. Outre l'organisation complexe des grévistes inexpérimentées, soudain livrées à elles-mêmes, et de l'infrastructure d'un conflit de longue durée, la Ligue démontra son efficacité sur le plan de l'assistance juridique, du versement des cautions en cas d'arrestations, de la collecte de fonds et de l'appel à l'opinion publique. Elle agissait – au moins en partie – contre l'oppression spécifique des travailleuses, et les militantes déjà citées appréciaient leur action. Mais ce milieu protestant, souvent cossu, était trop étranger au leur et à la culture juive socialisante pour qu'elles s'y sentent véritablement à l'aise.

Un autre groupe favorable à la grève consistait en quelques suffragistes de la grande bourgeoisie (“ la brigade aux visions ”, comme disait Rose Schneiderman), mal vues dans le milieu ouvrier à cause de leur origine sociale, qui pensaient recruter chez les grévistes des partisans du vote des femmes. Elles versèrent des sommes importantes et prirent l'initiative de quelques manifestations de soutien spectaculaires, défilé d'automobiles et interviews des grévistes dans un club chic, gestes qui tenaient plus du voyeurisme que d'une compréhension authentique. Emma Goldman exprimait la méfiance d'une anarchiste vis à vis de ce type d'action :

Pour le moment les dames de la haute société qui se battent pour le vote des femmes pensent que leur cause est identique à celle des travailleuses. Mais quand elles auront obtenu le suffrage, elles voteront selon leur intérêt propre et le règne de l'argent continuera.”

Le soutien du Socialist Party of America (1901) correspondait davantage à l'idéologie des travailleurs juifs influencés par le Bund et au climat politique et culturel qu'évoque Emma Goldman fraîchement débarquée de sa province. Elle s'arrête au café Sachs,

Le quartier général des radicaux de l'East Side, socialistes, anarchistes mais aussi jeunes écrivains et poètes juifs [...], tout le monde parlait et gesticulait, s'apostrophaient en yiddish et en russe.”¹²

¹¹ *New York World*, 13 décembre 1909.

¹² Emma Goldman, *Épopée d'une anarchiste*, Hachette 1979, p.58-9.



Ce sont les femmes du parti, un comité de douze, élu en décembre 1909, qui s'engagèrent à fond dans l'action de soutien. Dès lors, comme les membres et les sympathisantes de la WUTL, elles étaient "prêtes à entreprendre toute tâche qu'on leur assignerait : [...] secrétaires, organisatrices, oratrices, femmes sandwich, etc. etc.", déclaraient trois militantes dans un article du *New York Call* du 8 février 1909. Les socialistes soutenaient les ouvrières en grève et tenaient particulièrement aux revendications propres à affaiblir le patronat, reconnaissance syndicale et *closed shop*. Ainsi ces alliances diverses s'exerçaient à différents niveaux, classe, ethnicité, sexe. Syndicats et organisations mirent sur pied ensemble ou séparément les grands meetings, points forts de la grève, destinés à collecter des fonds, à marteler les objectifs et à valoriser la lutte.

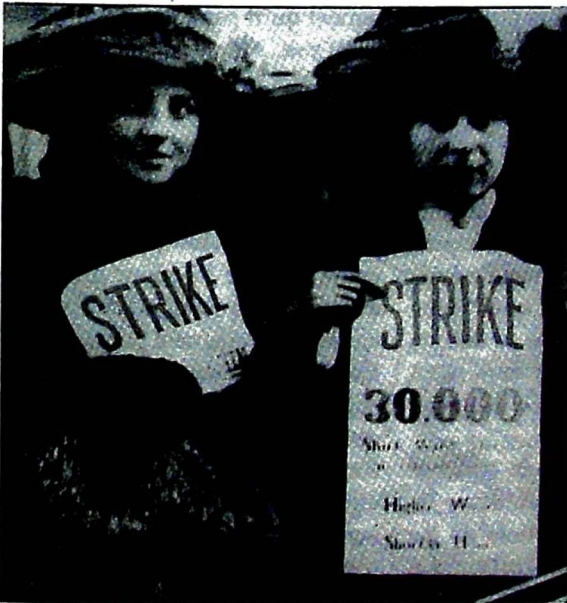


Photo Brown Brothers

Lorsque éclate la révolte des 'vingt mille', grévistes, syndicats, supporteurs se trouvent confrontés à de multiples tâches : information et encadrement de la base, propagande et collecte de fonds, assistance aux femmes arrêtées, négociations avec les employeurs. Le lieu des affrontements les plus rudes furent les piquets de grève. Par un hiver glacial les jeunes filles passaient des jours et des nuits dans le froid et la neige, essayant les assauts des briseurs de grève engagés par les patrons ainsi que des prostituées payées pour prêter main forte à la police. Certaines étaient envoyées au pénitencier de Blackwell's Island. Il ne fait pas de doute que ces femmes étaient en première ligne, comme l'écrivait Louis Levine sans ironie¹³.

En fait, bien que les cadres syndicaux soient tous des hommes, bien que la direction de la grève ait été entre leurs

¹³ Louis Levine, *The Women Garment Workers : a History of the I. L. G. W. U.* Arno Press 1969 p.156.

mains, les femmes jouèrent un rôle important au niveau de l'exécution.

La presse était unanime à saluer la ténacité et l'héroïsme dont elles firent preuve en jouant souvent sur la touche sentimentale de la jeunesse et de la fragilité féminine.

Redoutant la faillite, beaucoup de petites entreprises acceptèrent rapidement les conditions posées, y compris la reconnaissance syndicale. Si bien que, quatre jours après le début de la grève, un tiers des ouvrières avaient repris le travail. En revanche, "l'Association" de trente à quarante grandes fabriques, résolue à casser le mouvement, engageait des briseurs de grève, faisaient travailler pour celles-ci des ateliers remis en route et proclamaient la "liberté du travail" contre des "canailles irresponsables".

Au début 1910, la grève commençait à s'enliser car, malgré les accords conclus ici et là, bien des patrons maintenaient leur refus catégorique de la reconnaissance du syndicat et, bien sûr, du *closed shop*. Si la grève améliora globalement les conditions de travail dans les ateliers, elle échoua à faire respecter le pouvoir syndical. Et le rapport de force étant défavorable aux ouvriers, les accords ne furent pas toujours respectés.

Illustration tragique de cette victoire (ou défaite) partielle : l'incendie de la fabrique du Triangle en mars 1911, l'un de ces bastions où le syndicat n'avait pu imposer les règlements de sécurité. Cent quarante-six travailleuses périrent brûlées ou en sautant du sixième étage pour échapper aux flammes. Rose Schneiderman prononça à cette occasion un discours qui exprimait la colère d'une classe décimée et l'exigence d'un puissant mouvement ouvrier.

*Ce n'est pas la première fois que des jeunes filles sont brûlées vives dans cette ville. Chaque semaine j'apprends la mort précoce d'une de mes sœurs de travail [...] La vie des hommes et des femmes coûte si peu et la propriété est chose si sacrée [...] C'est aux travailleurs de prendre en main leur salut.*¹⁴

Lorsqu'on évoque les ouvrières du corsage, c'est généralement le souvenir de l'incendie du Triangle, qui revit spontanément dans les mémoires. Cette tragédie qui survint plus d'une année après la grève tend à obscurcir les contours et la portée d'une action de masse, fertile en épisodes héroïques, en actions d'éclat collectives et individuelles et qui marqua durablement le monde du travail. Tant il est vrai qu'on imagine plus facilement les femmes en victimes qu'en combattantes. ■

¹⁴ Rose Schneiderman, "Triangle Memorial Speech" in R. Baxandall, L. Gordon, *America's Working Women A Documentary History : 1600 to the Present*, Vintage 1976 p., p.203.



Les débats sur les médias et l'information

Françoise Weil

Le numéro spécial de *La Quinzaine littéraire* intitulé "Ce qu'on ne dit pas" est consacré aux nouvelles formes de censure. Il y a lieu de distinguer le problème de l'actualité à travers les médias de celui des livres. Nous n'évoquerons dans cet article que le premier, réservant celui des livres pour un autre article. Nous avons utilisé les ouvrages suivants : *Gazettes et information politique* sous l'Ancien Régime, Saint- Etienne, 1999 ; Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber- Raisons d'agir, 1997 ; *La Quinzaine littéraire* n°767 août 1999 ; Florence Aubenas et Miguel Benasayag, *La fabrication de l'information*, Paris, La Découverte, 1999 et surtout Ignacio Ramonet, *La tyrannie de la communication*, Paris, Galilée, 1999.

Sous l'Ancien Régime le terme "politique" renvoyait presque toujours aux événements et aux conflits qui se produisent dans les relations entre États. Quant à la politique intérieure, elle était appelée "administration", car il ne pouvait s'agir que de l'usage plus ou moins rationnel du pouvoir. C'est pourquoi on a pu dire que, dans une monarchie absolue, le royaume le mieux ordonné serait celui où il n'y a aucun événement à relater. Les lecteurs de gazettes de l'Ancien Régime étaient friands des choses cachées par la censure. Mais même les gazettes hollandaises et les gazettes manuscrites n'en disaient guère plus que la *Gazette de France*. Existe-t-il encore aujourd'hui une censure dans le domaine de l'information ? Serge Halimi affirme : "Au siècle dernier la liberté de la presse appartenait déjà à ceux qui en possédaient une". Aujourd'hui comme naguère les mots d'ordre implicites seraient selon lui "Révérence face au pouvoir, prudence devant l'argent". F. Aubenas (journaliste à *Libération*) et M. Benasayag lui répondent : "Tout ou presque tout peut aujourd'hui être écrit, montré. Il reste

peu de tabous". Ignacio Ramonet (*Monde diplomatique*) est moins optimiste : "Depuis toujours le concept de censure est assimilé au pouvoir autoritaire [...] Nous vivons tellement cette tolérance comme un miracle que nous négligeons de voir qu'une nouvelle forme de censure s'est subrepticement mise en place [...]. Elle ne se fonde plus sur la suppression ou la coupure mais sur la surabondance d'informations". F. Aubenas et M. Benasayag rejoignent cette analyse lorsqu'ils écrivent : "Plus nous avons accès aux faits, plus nous nous noyons dans l'illusion [...]". Que croire, se dit aussi bien le journaliste que son lecteur, dès lors qu'une information peut dans la minute qui suit être aussitôt démentie par une autre [...]. Dans cette fétichisation de la nouveauté la prochaine information devient objet d'adoration". Ces auteurs écrivent dans leur conclusion que "plus modestement le journalisme se doit de rendre compte d'un monde multiple à des individus multiples". Ce qui nous laisse sur notre faim.

Il convient sans doute de se pencher plus spécialement sur le problème de la télévision. Dans son article de *La Quinzaine littéraire* intitulé "La Grand-Messe télévisuelle" Arnaud Viviant affirme que "la télévision est l'instance la plus transparente du Pouvoir [...]". La télévision est capitaliste [...], démocratique [...], républicaine [...]. Il n'y a pas plus de programmes subversifs à la télévision que de présentateurs subversifs. Tout juste peut-on s'y montrer contre-performant et pratiquer ainsi une sorte de ludisme télévisuel [...]. La télé est le médium qui a été fabriqué pour consolider ce régime politique très particulier qu'est la démocratie moderne". Ramonet a bien analysé le pouvoir récent de la télévision : "Au sein des médias depuis la guerre du Golfe en 1991 la télévision a pris le pouvoir. Elle n'est plus seulement le premier média de loisirs et de divertissement, elle est aussi désormais

le premier média d'information [...]. Il y a encore peu de temps le journal télévisé du soir s'organisait sur la base des informations parues le même jour dans la presse écrite [...]. Désormais c'est l'inverse. Si la télévision s'est ainsi imposée, c'est non seulement parce qu'elle propose un spectacle, mais aussi parce qu'elle est devenue un moyen d'information plus rapide que les autres". Il dénonce en particulier l'habitude prise du contact avec quelqu'un qui est sur place, "dont on exige seulement qu'il parle français, qui dise ce qu'il sait. Même si c'est peu, même si c'est faux, même si c'est une rumeur [...]". Il est envoyé sur des lieux qu'il ne connaît pas, etc.". Philippe Breton écrivait déjà en 1992 dans *L'utopie de la communication* : "L'un des troubles provoqués par les médias aujourd'hui est le fait que l'homme moderne croit avoir accès à la signification des événements simplement parce qu'il est informé. Or, quel que soit l'effort que peut déployer un média, quelle que soit la qualité du travail journalistique, l'information arrive toujours à un seuil où elle est impuissante à rendre compte du sens de l'événement". Ramonet à son tour souligne que "l'objectif n'est pas de nous faire comprendre une situation mais de nous faire assister à une (mé)aventure". À la limite, le journaliste lui-même est de trop. "Quant aux citoyens, conclut Ramonet, ils devraient comprendre qu'il ne suffit pas de regarder le journal télévisé pour être informé. Vouloir s'informer sans effort est une illusion. Nous devons consentir à consacrer à cette activité une partie de notre temps, de notre argent et de notre attention". La tâche n'est certes pas aisée, dans la mesure où, comme le souligne Romanet, tous les journaux apportent les mêmes informations. Mais il y a certainement une voie entre l'abrutissement devant la télé sans contrepartie et le scepticisme qui nous guette. Il faut lire et relire le petit ouvrage d'Ignacio Ramonet. ■



La France des éoliennes, l'union sacrée des écologistes et de l'EDF...



L'AJHL a dix ans

Izïo Rosenmann, membre du Bureau de l'AJHL

Il y a dix ans, en octobre 1989, naissait l'Association pour un judaïsme humaniste et laïque (AJHL). Cet anniversaire est une bonne occasion pour la présenter, examiner ses objectifs, ses réalisations et ses faiblesses et aussi pour faire un état des lieux des associations juives laïques en France.

L'AJHL est présidée depuis sa création par notre ami Albert Memmi, écrivain et sociologue, qui fut un de ceux qui ont le plus profondément analysé la condition des minorités et des Juifs en particulier. L'AJHL se proposait dans ses statuts, le but suivant :

“Élaborer un judaïsme laïc qui respecte la diversité des dimensions de l'identité juive : sa morale, sa culture, sa religion, sa philosophie, son histoire, sa mémoire, ses traditions. Favoriser l'émergence d'un judaïsme pluraliste dans le respect de l'autre et la tolérance mutuelle...”

Proposer une réflexion pour un projet identitaire juif contemporain pleinement inscrit dans la cité globale”.

En effet, le Judaïsme ne se réduit pas à ses traditions religieuses, quelle que soit leur importance. Il comporte une histoire, complexe et diversifiée, une morale, des philosophies, une immense littérature, en somme une culture au sens large dont nous sommes tous les héritiers. Nous souhaitons nous inscrire pleinement dans l'histoire de la modernité juive qui a produit des mouvements comme la Haskala, le Bundisme, le Sionisme et le Franco-Judaïsme. Nous tentons de prendre en compte, mais pas seulement, la Shoah aussi bien que l'extraordinaire transformation que la création d'Israël a apportée aux Juifs.

On le voit, il s'agit d'un projet ambitieux, d'un vaste programme, que l'on pourrait facilement qualifier d'utopique s'il ne mettait l'accent sur les questions les plus importantes qui touchent les juifs dans leur ensemble à l'aube du XXI^e siècle. Celles-ci concernent d'ailleurs, aussi bien en diaspora qu'en Israël, la construction d'une nouvelle identité juive qui s'enracine dans notre histoire, sans en être prisonnière.

Assumer un judaïsme qui mette au cœur la culture, le pluralisme, et l'ouverture, c'est aussi refuser l'hégémonie d'une quelconque partie des juifs et du judaïsme sur toute autre, c'est reconnaître et surtout faire reconnaître une égale qualité de juif à quiconque désire assumer sa place dans l'histoire juive. Revendiquer l'ensemble du passé juif et de sa culture, dans sa richesse et ses contradictions, c'est aussi revendiquer notre autonomie de jugement sur notre passé, pour élaborer et créer du neuf.

Lorsque nous et quelques autres groupes juifs laïques nous sommes créés à la fin des années 80, il existait déjà des associations juives laïques, mais qui ne se revendiquaient pas comme telles¹. Affirmer alors que l'on pouvait être juif et laïque n'allait pas de soi. L'on trouvait naturel de parler de juifs non pratiquants, c'est à dire de référer l'ensemble des Juifs à la Torah ; cela revenait à dire pour certains qu'il y avait les bons juifs qui pratiquaient et les autres...

Et lorsque l'AJHL a été admise au CRIF ce ne fut pas sans mal et sans des discours qui nous assimilaient au loup qui entre dans la bergerie.

Dix ans après, malgré les *Yom Hatorah* et autres apparitions médiatiques des Grands Rabbins, on admet à présent que les Juifs de France se divisent entre religieux et laïques, avec, bien entendu, des positions intermédiaires. Nous sommes donc, nous les Juifs laïques, qui formons de fait la majorité des Juifs de France, enfin reconnus pour ce que nous sommes, et une place nous est faite.

Que peuvent les associations juives laïques ?

Nous pouvons, ensemble, constituer une force collective juive laïque qui présente aux Juifs de France une alternative culturelle au judaïsme de type purement religieux, et quelquefois étriqué, refermé sur un nouveau ghetto. Une alternative à laquelle les Juifs de France puissent s'identifier. Nous devons pour cela nous rendre socialement visibles, affirmer notre projet d'un judaïsme culturel et tenter de le réaliser.

Nos activités : des conférences, des débats, des colloques. En propre (la dernière, le 28 octobre 1999, a réuni une petite centaine de personnes sur le thème : “ sortie du religieux dans les sociétés laïques ” avec Marcel Gauchet, Eli Barnavi et Judith Kronfeld.) ; ou bien en association avec d'autres (Des cours d'histoire juive, en commun avec le groupe Liberté du Judaïsme, ou encore un colloque sur le sionisme, avec le Centre juif laïque).

Nos relations avec les autres associations juives laïques :

- En France, au sein du comité de liaison de ces associations. Nous avons été, avec d'autres, à l'origine des premières Assises du judaïsme laïque et humaniste.

- Dans le monde : nous sommes membres de la Fédération Internationale des juifs humanistes et laïques, dont nous avons organisé le Congrès en 1995, à la Sorbonne, sur le thème “ Juifs parmi les nations ”.

- En Europe : nous participons à la création de la Fédération européenne des juifs humanistes et laïques qui vient de se former.

Nos publications :

- Nous publions tous les deux mois *La Lettre de l'AJHL*, bulletin de liaison et d'activités, et aussi tribune sur l'actualité.

- Une fois par an nous faisons paraître la revue *Plurielles*, qui en est à son numéro 7 : thème des dossiers des derniers numéros (*Identités juives et modernité* (N°5) *Juifs parmi les nations* (N°6), *Langues juives en Diaspora* (N°7).

Notre adresse :

Association pour un judaïsme humaniste et laïque (AJHL)
11, rue de Clamart-92100 Boulogne Billancourt.
Tél/Fax 01 43 45 46 66.

Merci à *Diasporiques* d'avoir accueilli cette présentation. ■

¹ L'auteur se trompe ; le Cercle Gaston-Crémieux, notamment, a revendiqué la laïcité dès 1967 comme l'un des trois principes fondateurs de son activité, les deux autres étant le diasporisme et la sensibilité de gauche (NDLR).



Comment dit-on développement en yiddish ?

Gilles Rozier, directeur de la bibliothèque Medem

Eh bien non, l'enterrement du yiddish ne sera pas pour ce siècle. Aujourd'hui à Paris il est un lieu original où la culture yiddish se développe activement, tout en revendiquant constamment laïcité et identité juive : le Centre Vladimir Medem. À tel point que l'espace lui manque pour développer ses activités culturelles et sociales.

Actuellement, le Centre Vladimir Medem regroupe trois associations loi de 1901 : le Cercle amical-Centre culturel Vladimir Medem, la Bibliothèque Medem et le Centre Medem pour le yiddish.

Le Cercle amical développe des activités culturelles, avec des conférences ou des projections, et des activités sociales. Il poursuit également l'objectif de transmettre l'histoire juive et de perpétuer le souvenir de la Shoah et de l'héroïsme juif. La Bibliothèque Medem est aujourd'hui la principale bibliothèque yiddish d'Europe occidentale. Ses collections se sont considérablement enrichies ces dernières années. Son fonctionnement est partiellement assuré par des subventions publiques du ministère de la Culture, de la Mairie de Paris, du Centre National du Livre.

Le Centre Medem pour le yiddish dispense des cours de yiddish à plus de 150 étudiants de tous âges, répartis sur onze niveaux de cours. La moyenne d'âge des participants tend à baisser chaque année.

Par ailleurs, le Centre Vladimir Medem accueille régulièrement les activités de l'Association pour l'Étude et la Diffusion de la Culture Yiddish qui propose une chorale et des séminaires.

Mais d'où vient un tel engouement du public ? Probablement correspond-il, cinquante ans après la Shoah, à un réveil culturel de la population ashkenaze. Des générations qui ont peu ou n'ont pas été du tout en contact avec la culture de leurs aïeux Juifs d'Europe orientale sont habitées par la conviction qu'elles sont les dépositaires de cette culture. Cet intérêt concerne, dans une moindre mesure, des Juifs sépharades, signe de la capacité de la culture yiddish à s'imposer dans le concert des identités juives. Les valeurs dont est porteur le Centre Medem semblent aussi intéresser un public non juif de plus en plus important.

Quel chemin parcouru déjà par le Centre Vladimir Medem ! Il plonge ses racines dans la grande vague d'immigration des Juifs d'Europe orientale, notamment entre les deux guerres. En 1928-1929, le mouvement bundiste pose les structures. Il se fixe, au début des années 1930, au 110, rue Vieille-du-Temple, adresse restée mythique dans la mémoire de

nombreuses personnes. En 1965, la rue vieille-du-Temple est abandonnée au profit des locaux actuels du 52, rue René-Boulangier, à quelques encablures du lieu précédent, mais toujours à un jet de pierre de la place de la République, dont le Centre Medem semble indissociable.

Le Centre se retrouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Il doit changer à nouveau d'adresse pour pouvoir accueillir ceux, toujours plus nombreux, qui ont soif de yiddishkeit.

Un projet prévoit, sur 700 m², la poursuite et le développement des activités actuelles et la création d'autres activités. La Bibliothèque pourra ainsi assurer sa croissance dans de bonnes conditions. Elle créera une phonothèque, une vidéothèque et un espace multimédia. Le déménagement



Photo Bibliothèque Medem

s'accompagnera de l'informatisation du catalogue afin de faciliter les recherches et permettre la consultation à distance. Des activités seront proposées pour le jeune public, afin d'assurer la transmission de l'identité juive. Un laboratoire proposera aux étudiants du Centre Medem pour le yiddish un perfectionnement de la pratique orale de la langue. Un programme spécifique, et absolument nécessaire, sera ouvert aux enseignants de yiddish en vue de professionnalisation. Un bon équipement technique pourra en outre permettre, dans la salle de spectacle, une programmation artistique régulière.

De nombreux contacts sont en train d'être noués dans le cadre de ce projet. Les conditions de sa réalisation restent encore à préciser. Quoi qu'il en soit, cette opération ne peut se faire sans la mobilisation de tous ceux à qui il tient à cœur que la culture juive-laïque et la culture yiddish disposent d'un lieu permettant de développer une politique culturelle de qualité. Toutes les idées sont les bienvenues pour une parfaite... *antwiltung*. ■



Cyrille Fleischman, le Lévi-Strauss du Pletzl

Henri Raczymow

Connaissez-vous Cyrille Fleischman ? Sinon, sachez qu'il gagne à être connu. Certes ce n'est ni Joyce, ni Proust. Mais y a-t-il aujourd'hui un Joyce ou un Proust ? Ça se saurait ! Mais ne comparons pas. Ou alors un peu Zangwill, si vous voulez. Mais Fleischman, c'est avant tout Fleischman. Au fait, je parle du Fleischman du Pletzl, pas des autres, ceux de Belleville, de la République, de Montmartre ou de plus loin encore. De l'avenue Mozart par exemple. Car là-bas aussi, il y a des Fleischman. Non, celui dont je parle est du Pletzl. Et il est écrivain. Vous avez peu de chances de vous tromper. C'est-à-dire qu'au départ, mon Fleischman, il est avocat. Ça, c'est un métier pour un Juif. Sa mère a dû lui dire, quand il était petit, rue Barbette, dans les années 40 et 50, quand le petit Cyrille lui disait qu'il voulait écrire plus tard : " Sois d'abord un avocat, après on verra déjà " Ma mère à moi, elle me disait la même chose, alors je comprends bien mon Cyrille. (À moi, elle me disait " Sois d'abord un docteur, après on verra déjà ". Mais ça voulait dire la même chose. Lui, Fleischman n'a pas déçu sa mère.) Dans ses livres de nouvelles, Fleischman parle de choses qui n'existent plus, qu'on est une petite poignée à avoir connues. Alors, forcément, quand on se voit, on se reconnaît aussitôt, on a un air de famille. Même si on se parle en français, notre français est un peu spécial, c'est du français d'avant, un français qui n'existe plus, qui n'a existé que pour la poignée qu'on est, qu'on est encore. Après nous... Oh, après nous, ce sera fini. Ces choses qui n'existent plus, il n'y aura plus personne pour dire qu'elles ont au moins existé. Ou alors, il faudra consulter des livres. C'est pour ça qu'il écrit, Cyrille. Pour laisser des traces de ce qui n'existe plus, pour que ça existe encore un peu, dans cinquante ans, dans cent ans, même si c'est dans les livres, les siens, au fond des bibliothèques. Et qu'il y faudra des notes de bas de pages, comme pour traduire. Il nous parle d'un temps que les moins de cinquante ans n'ont pas pu connaître, d'un temps où on ne disait pas *shabbat shalom*, mais *a guit shabbès*. Où on ne disait pas une *kippa*, mais un *kapèlè*. On ne disait pas une *khala*, mais un *khalè*. On ne disait pas un *Feuj*, mais un *Yid*. Même les mots ont changé. On ne disait pas le Marais. Mais le Pletzl. Il y a des spécialistes des poumons, du commerce international, des finances publiques, des éléphants et de la question juive. Fleischman, lui, c'est un spécialiste du Pletzl des années 50, depuis la place des Vosges jusqu'au B.H.V. Il a un petit public, forcément. Disons un public choisi, trié sur le volet. C'est du sur mesure, pas de la confection. Car c'est une question très pointue, très très pointue, faut pas croire, le Pletzl des années 50. Mais il est vraiment un *spetzialist*. Interrogez-le, pour voir, sur les bals de sociétés. Sur les orchestres juifs. Sur l'art d'aménager les vestiaires ; de tenir la caisse et de tamponner les billets ;

d'organiser la tombola. Sur les gâteaux qu'on doit servir. Sur les discours des présidents et des vice-présidents des dites sociétés. Sur la hiérarchie du comité d'organisation. Et sur les amourettes qui se nouaient là, dans ces grandes salles, au son des violons. Vous verrez, c'est un spécialiste. Un ethnologue en somme. Il a écrit des livres pour dire comment c'était. Pour notre bonheur. C'est notre Claude Lévi-Strauss du Pletzl. Mais lui n'est pas allé au Brésil. Il a exploré, avec l'humour pour seule méthode, ce qu'il avait sous les yeux et à portée de main : la vie familiale et sociale d'une petite tribu enclavée, qui exista à Paris dans les années 50. Aujourd'hui en voie d'extinction. ■

Bibliographie

- L'Attraction du bal*, Gallimard, 1987
- Rendez-vous au métro Saint-Paul*, Le Dilettante, 1992
- Nouveaux rendez-vous au métro Saint-Paul*, Le Dilettante, 1994
- Derniers rendez-vous au métro Saint-Paul*, Le Dilettante, 1995
- Tango pour le V^e acte*, Flammarion, 1996
- Un slow des années 50*, Le Castor Astral, 1999



Photo Irène Elsier



Discours d'amour au bal de la vérité

Cyrille Fleischmann

Pour prononcer un discours à une fête, on donnait généralement la parole à Rednerz qui savait joyeusement parler pour ne rien dire. Mais, cette fois-ci, Rednerz avait la grippe, et ce fut un autre qui monta sur l'estrade avec un papier. On le connaissait peu – c'était le gendre de quelqu'un – pourtant on s'aperçut tout de suite qu'il parlait bien. Mieux que Rednerz même. Et surtout, il parlait en excellent français. Il construisait de bonnes phrases, il savait faire rigoler quand il fallait, être sérieux de temps en temps aussi, et finalement, si au bout de dix minutes on ne comprenait toujours pas ce qu'il avait voulu dire, qui ça gênait ? Un discours était un discours. On savait que ça ne servait à rien, mais ça occupait gentiment tout le monde en attendant que l'orchestre revienne pour un tango ou une valse.

D'ailleurs, ce garçon-là, avec son talent pour des phrases les unes à la suite des autres, allait sûrement devenir président un jour ! En tout cas, ça semblait lui faire plaisir qu'on l'écoute. Et pour un jeune, il parlait depuis aussi longtemps qu'un vieux. Douze minutes, constata Gorechberg à la montre qu'il tira de son gilet. Exactement douze minutes. Peut-être treize, si on regardait fixement la grande aiguille. Il leva la tête et jeta un coup d'œil sur sa droite. Tiens, madame Hitzlik écoutait aussi ? Elle avait quitté le buffet pour se joindre au groupe autour de l'estrade.

Gorechberg s'inclina poliment. Elle lui répondit par un sourire. Il s'inclina à nouveau et se rapprocha.

– Comment ça va ? murmura-t-il, la tête presque dans les cheveux blonds de madame Hitzlik qui devait être sortie de chez le coiffeur ce matin même.

Il parlait à voix basse pour ne pas faire de concurrence à l'orateur, mais le parfum de sa voisine l'incita à avancer ses

lèvres encore plus près de son oreille. – Alors ? reprit-il pour ajouter quelque chose. Alors comment ça va la vie ?

Elle ne répondit que par un nouveau sourire, et là, il eut une hésitation. Comment continuer ? Il se décida pour la seule phrase articulée qui lui vint à l'esprit :

– Vous voyez, la jeunesse parle et nous, on écoute...

Elle sourit et approuva de la tête.

Donc, il avait bien parlé, même s'il n'était pas fort, lui, pour les discours. Il pensa – car cette dame était veuve et lui divorcé – que c'était avec une femme comme elle qu'il pourrait un jour penser à refaire sa vie ! En tout cas, jamais autant qu'à ce moment sûrement à cause du parfum de chez le coiffeur – il n'avait ressenti le plaisir d'un presque tête-à-tête avec madame Hitzlik.

Seulement là, à nouveau, il s'avisa qu'il n'avait plus rien à dire. Avec sa phrase sur la jeunesse, il avait complètement épuisé son stock mental du moment. Il enviait ce jeune orateur qui parlait et parlait. S'il avait su s'exprimer comme ce garçon, assurément il aurait pu dire à nouveau quelque chose de bien, de beau, de galant, à l'oreille de Madame Hitzlik. Mais il avait beau chercher, rien ne venait.

Bon, il pourrait faire un compliment sur les sandwiches du buffet, puisqu'elle devait en avoir fabriqué quelques-uns elle-même. Seulement, était-ce une conversation à avoir à l'oreille de quelqu'un ? Peut-être pas. Il fallait trouver quelque chose de plus intime. Il soupira et se rapprocha à nouveau des cheveux laqués de madame Hitzlik.

– Qu'est-ce qu'il a raconté, là-haut, exactement ?

Elle lui sourit et fit une gentille grimace. Il avait eu pourtant l'impression que l'orateur venait de dire quelque chose qu'il aurait pu répéter lui, en ajoutant, par exemple, que ça pouvait les concerner tous les deux. Une jolie phrase d'orateur. Il avait entendu les mots " grand amour " non ? Il fut déçu quand elle se pencha vers lui pour dire que l'autre avait parlé de la vérité : " Un grand amour de la vérité ", répéta madame Hitzlik en hochant la tête. Quel rapport ? pensa Gorechberg. Qu'est-ce que la vérité avait à voir avec l'amour ? Il en regretta presque le discours habituel de Rednerz. C'était simple à comprendre et il n'y avait pas toutes ces phrases prétentieuses qui, au lieu de vous donner des idées pour la conversation, vous coupaient l'inspiration ! Et puis à la réflexion, ça durait trop longtemps maintenant ! Venant d'un jeune, il aurait aimé entendre des choses nouvelles, chaleureuses, et qui le concernaient. Et voici que l'autre enchaînait à l'instant sur une citation peut-être drôle de Sholem Aleichem qui n'avait rien à voir. Et en français. Comme si Sholem Aleichem avait écrit en français et pour des discours ! Ah, vivement qu'il s'arrête celui-là, et que les musiciens reviennent ! D'un autre côté, il admit qu'il ne savait pas danser et que la musique ne lui apporterait aucune phrase nouvelle à murmurer à l'oreille de madame Hitzlik. Bien sûr, il pourrait dire alors :

– Joli tango pour ceux qui savent, vous trouvez pas ?

Mais était-ce là une phrase comme il fallait ? Était-ce un prélude à une déclaration d'intention. Par exemple, quelque chose comme : " Ida, – vous permettez que je vous appelle Ida, madame Hitzlik ? qu'est-ce que vous diriez la semaine prochaine d'aller au cabaret yiddish avec moi ? Vous savez, celui qu'on a ouvert dans le 18^e arrondissement où il y a un orchestre qui est



tout à fait zéro, on m'a dit ! Mais où il y a quand même une ambiance, on m'a dit aussi. Alors, vous réfléchissez, je vous oblige pas. Si vous voulez aller ailleurs, vous pouvez... ”
Oui c'était plutôt bien trouvé !

Ce n'était pas aussi bien dit en français que le discours de l'autre imbécile, mais c'était pas mal du tout. Pas mal... Il donna un coup de coude à madame Hitzlik pour passer directement à cet ensemble de phrases-là, en faisant l'impasse sur le futur tango qu'il ne danserait pas.

Il avait déjà avancé de plusieurs mots sous le regard bienveillant de sa voisine, quand on lui tapa sur l'épaule, du côté gauche, là où il ne regardait pas.

– Arrêtez de parler sans arrêt, on n'entend pas le discours ! cria quelqu'un. Quelqu'un que reconnut immédiatement Gorechberg : c'était le beau-père de celui qui les empoisonnait depuis vingt minutes. Il se tourna alors pour lancer sèchement :

– Vous perdez rien ! Honnêtement, vous perdez rien ! Son discours c'est une moitié de zéro. Si c'est de votre famille, changez de famille...

Le beau-père avait dû alors se vexer, car sous les yeux effarés et lointains de son gendre, il agrippa Gorechberg par les deux épaules et le secoua. Du coup l'orateur s'arrêta et tout le monde se tourna dans leur direction.

Gorechberg n'était pas du genre à se laisser secouer. Il n'était pas très grand, mais il avait suffisamment porté de paquets, chez lui au magasin, pour avoir des épaules et des biceps de catcheur. Il se retourna d'un coup et se mit à secouer à son tour le beau-père.

Les voisins s'étaient interposés, mais madame Hitzlik, à côté, gardait sa main sur la bouche, de stupeur. C'était sidérant pour elle des choses pareilles ! Cela étant, on maintenait les deux hommes à un mètre de distance l'un de l'autre maintenant, et s'ils continuaient à se

regarder comme des fauves, ça ne pouvait aller plus loin. En dehors de madame Hitzlik l'incident n'avait ému personne. On avait vu des choses plus graves et les gens haussèrent seulement les épaules. Ce fut tout.

De plus, les musiciens qui considéraient sans doute que le discours était terminé, étaient revenus s'asseoir sur l'estrade. Ils s'apprêtèrent à jouer à nouveau. La dispute dans la salle ne semblait leur avoir fait ni chaud ni froid à eux non plus, et quand ils entamèrent un tango, cela ramena définitivement les choses à leur place, en bas aussi.

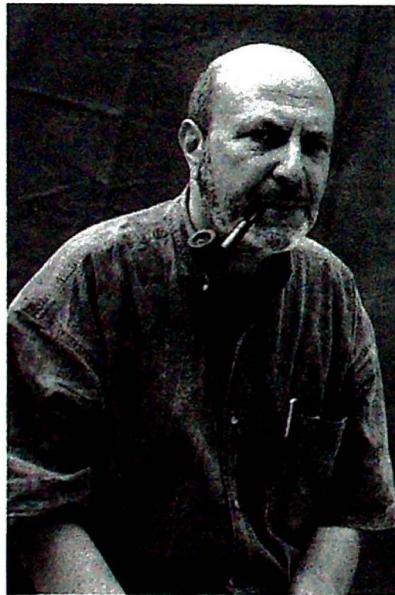


Photo Raphaël Caussimon

Des couples de danseurs se formèrent et les autres se dispersèrent. L'orateur, lui, descendit de l'estrade en trébuchant sur une marche, mais sans tomber, et il rejoignit son beau-père hébété qu'il tira vers le fond de la salle.

À l'endroit où tout avait commencé, il ne resta en somme que madame Hitzlik et Gorechberg. Et la musique jouait.

Aussi, après tout ça, Gorechberg, content d'avoir montré sa force, se sentit un autre homme. Il empoigna carrément madame Hitzlik par la taille et l'amena sur la piste, en lion qu'il était devenu. Il ne savait toujours pas danser bien sûr, mais quelle importance maintenant ? Il se mit sans hésiter en position de tango

comme il voyait les autres le faire, et lorsqu'il serra sa partenaire il sentit encore mieux le parfum de ses cheveux laqués. Déchaîné, il lui souffla alors dans l'oreille droite :

– Madame Hitzlik, apprenez-moi à danser et je me marie avec vous ! Mieux, je peux pas dire.

Elle se mit à rigoler gentiment et proposa plutôt d'aller prendre un verre de jus d'orange au buffet où elle avait des responsabilités.

Il approuva de la tête ; mais en cheminant à côté d'elle, à travers la piste de danse, il ne lâcha pas sa taille. Madame Hitzlik, conquise, se laissait faire.

Tout à son idylle, il marcha à un moment sur les pieds de quelqu'un qui se trouva être le petit orateur de tout à l'heure. Gorechberg leva la tête vers lui et l'autre eut peur, mais Gorechberg lui dit seulement :

– Excusez-moi...

Il remit bien en place sa main autour de la taille de madame Hitzlik qu'il avait lâchée une seconde, et ajouta immédiatement :

– Un discours, je ferai pas, moi.

L'orateur le regarda en se demandant où il voulait en venir. Il craignait un nouvel incident avec ce caractériel, mais Gorechberg, radieux, serrant encore plus fort madame Hitzlik, se contenta de dire :

– Un discours, je ferai pas, parce que je sais pas parler aussi bien que vous ! Excusez-moi...

L'autre, plutôt rassuré, sourit et remercia du compliment. Il fit deux pas pour s'éloigner du couple. Gorechberg le retint par la manche :

– Mais si vous faites encore un discours, un jour, faites-moi plaisir : au lieu de l'amour de la vérité ou d'une autre bêtise comme ça que vous avez racontée tout à l'heure, dites seulement : la vérité de l'amour... C'est beaucoup plus joli et c'est tellement l'avenir. ■



Travail de mémoire, devoir de vérité - quels défis pour l'école ?

Aider les enseignants à assumer des enseignements difficiles

Sophie Ernst

Les dernières années ont vu se multiplier les initiatives consacrées à la transmission de la mémoire du génocide. L'école, de façon évidente, fait l'objet d'une sollicitation à laquelle elle n'a que trop tardé à répondre, mais à laquelle elle se contente aujourd'hui de réagir, peut-être de façon excessive et désordonnée, au gré de la mode, et sans politique concertée.

J'avais ici même explicité mon étonnement et mon scepticisme face à cette vague irrépessible du "devoir de mémoire" – il me semblait que le mot d'ordre était trop beau pour être honnête, trop consensuel pour être lucide, trop répétitif pour être profond... Et j'avais dit mes réticences quant à la tentation de refilet le mistigri aux jeunes et aux enseignants. Proclamer un devoir de mémoire "pour que ça ne recommence pas", affirmer la nécessité d'une transmission aux jeunes, c'est vite dit, ça vous fait passer pour antifasciste à bon compte, et cela permet d'économiser le véritable travail de réflexion collective sur ces événements au niveau de la société adulte, avec tout ce qu'il comporte de dérangeant et d'angoissant. Je ne voulais pas, alors, cibler mon propos sur la question de l'enseignement, mais bien plutôt montrer que la thématique de l'enseignement et de la transmission aux jeunes fonctionnait non seulement de façon sensée comme un appel à la responsabilité éducative, ce qui est légitime, mais aussi, de façon perverse, comme un faux-fuyant dans la conscience contemporaine. C'est parce que je connais assez bien l'institution scolaire, dans son histoire et ses structures, que je suis sensible à ceci : l'école ne peut pas tout, alors que les Français ont tendance à en attendre à la fois l'institution, la régénération et la réparation de toute la société. Et ce que peut l'école, elle le peut d'autant mieux qu'on ne lui donne

pas des objectifs trop immenses, par elle seule supportés : elle peut s'efforcer de suivre la culture de son temps, il est vain de croire qu'elle réussira à porter à elle seule une pensée que ses contemporains préfèrent ignorer dans ce qu'elle a de plus dérangeant.

Diasporiques a demandé à Sophie Ernst, rédactrice de la revue "L'Ecole en débats" de lancer la réflexion sur l'épineux problème des enseignements difficiles, dont la mémoire du génocide est le cas exemplaire.

Ces prises de position n'ont pas toujours été bien comprises, interprétées parfois à l'opposé de mon but comme un refus de transmission. Mais j'ai été aussi amenée à recevoir de nombreux témoignages d'enseignants, et à prendre ainsi la mesure des désarrois et des hésitations relatifs à cet enseignement, ainsi que des attentes et des aspirations. Ensemble, nous avons désiré aborder, cette fois-ci de front, la question de l'enseignement.

Car si l'école ne peut pas tout, et même si au bout du compte elle peut peu, elle peut quand même mieux faire. On ne peut pas maintenir quasiment toute la jeunesse en classe jusqu'à dix-huit ans au minimum, tout en omettant de parler de faits majeurs de l'histoire contemporaine : l'omission est mensonge. Mais il y a façon et façon d'aborder la vérité, et tout ce qui joue dangereusement avec l'angoisse, la culpabilité, la fascination pour la victime souffrante risque de produire des phénomènes incontrôlables, à l'opposé de ce qu'on visait.

Comment passer d'une sensibilité à vif, d'une focalisation médiatique aujourd'hui importante, voire excessive, demain oublieuse, à un régime institutionnel stable, régulier ? Nous sommes dans une période charnière : quelles en sont les difficultés spécifiques ? quelles actions seraient à envisager pour que l'enseignement de l'histoire de la shoah n'oscille pas entre le silence et le vacarme, la banalisation et le kitsch, l'occultation et la sacralisation ?

Si je devais donc résumer ma position au sujet de cet enseignement, je dirais qu'elle s'énonce non pas en une phrase simple, mais en cinq propositions :

1/ L'obligation de penser ces événements ne peut pas se réduire à une obligation d'enseignement aux jeunes – commençons donc d'abord par regarder les choses en face, nous, adultes chargés d'expériences. Cela est une question de société et de culture.

2/ Il n'empêche qu'il faut, aussi, les enseigner, que le silence ou le travestissement des faits est inadmissible. Cela est une question de politique scolaire.

3/ Il y a, pour chaque âge, une entrée possible, qui n'empêchera pas un approfondissement ultérieur. On n'a pas la même expérience ni les mêmes besoins à dix ans, à quinze ans et à trente. Cela est une question de pédagogie et de responsabilité éducative.

4/ Il y a des façons justes et des façons erronées ou nocives de les enseigner, et une réflexion est nécessaire ; ce qui implique d'en finir avec les formules toutes faites du "devoir de mémoire pour que plus jamais ça", qui finissent par paralyser le sens critique. Cela appelle une réflexion didactique et philosophique.



5/ C'est collectivement, au sein de l'éducation nationale et avec des partenaires comme les musées, les fondations, les associations, etc. que nous devons mener cette réflexion, pour que chaque professeur soit aidé et soutenu dans son cheminement propre. Cela est une question d'organisation de la politique scolaire, de logistique et de pilotage du système scolaire. Plus complexe que jamais dans la mesure où l'on n'a plus affaire à une structure pyramidale obéissant aux ordres d'en haut, ce que nous ne déplorerons pas.

Travailler dans l'institution pour un changement d'échelle

André Hussenet, qui était alors directeur de l'INRP, aujourd'hui responsable d'une mission sur la violence, a compris et soutenu cette action : un institut voué à la recherche pédagogique ne pouvait ignorer l'importance et l'urgence de ce questionnement. Le nouveau directeur, Philippe Meirieu, a manifesté les mêmes dispositions. Il est intéressant, dans une période marquée par la dissémination des initiatives locales, l'appel au projet et au contrat, toutes tendances qui traduisent une relative poussée de l'autonomie par rapport au sommet et à la hiérarchie centrale, de s'appuyer sur un organisme national qui puisse contribuer à recenser les actions existantes, soutenir des initiatives diverses et les relier en réseau, tout en poursuivant une réflexion approfondie. Se sont donc réunis dans ce but un petit groupe d'enseignants et de formateurs, auxquels se sont joints le doyen de l'Inspection générale d'histoire et géographie, Dominique Borne, l'historien et ancien recteur Philippe Joutard, ainsi que le directeur de la revue *Le Monde Juif - histoire de la shoah*, Georges Bensoussan. Ces trois personnes étaient membres du jury du prix Corin, qui récompense chaque année un enseignant ayant mené une action particulièrement remarquable ; le prix Corin constitue de ce fait un excellent observatoire des pratiques, permettant de repérer certaines tendances lourdes dans l'évolution de ces prati-

ques. Il nous a paru plausible d'établir, à partir des observations convergentes des personnes réunies, le bilan qui va suivre. Mainte initiative a vu le jour dans les dix à vingt dernières années, portée par une association, une fondation, un professeur isolé, une revue... Notre but n'était pas d'ajouter une action à tant d'autres, mais plutôt de leur permettre de s'articuler les unes aux autres : pouvait-on favoriser une structuration de toutes ces initiatives, leur assurer un relais institutionnel organisé, et permettre ainsi un passage à une toute autre échelle ?

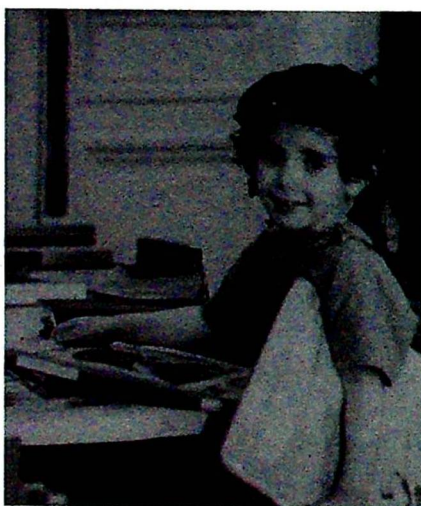


Photo Irène Elster

Une normalisation, mais des difficultés

Nous avons commencé par faire le point sur l'existant.

D'un côté on a l'impression qu'une certaine normalisation est en cours, au sens où il est devenu normal d'assumer cet enseignement, du moins dans le cadre du programme d'histoire. Cela n'a pas toujours été le cas, mais désormais les programmes sont explicites, les manuels traitent la question, l'information nécessaire aux professeurs existe. L'air du temps pousse dans ce sens : après un long temps de silence et d'occultation, il apparaît nettement que fait retour, de façon insistante, une mémoire nationale travaillée par le doute, voire la culpabilité, qui produit une demande d'histoire.

Si désormais il est devenu normal au plan des instructions d'enseigner l'histoire du génocide, reste que dans les faits, il semblerait que bien des professeurs évitent le sujet. Combien ont vraiment pris acte de l'introduction certes explicite, mais récente, d'un événement qui met en défaut la réduction à bien des schémas explicatifs accoutumés ?

Si l'on en croit ce qu'en disent un certain nombre de collègues, qui regrettent de se découvrir isolés pour cet enseignement au sein de leur établissement, il semblerait que celui-ci reste exceptionnel, porté par des individus, plus précisément des gens que leur passé familial a fortement sensibilisés à ce problème – pour le dire en clair, juifs et enfants de résistants, le plus souvent, ou militants politiques. Ce n'est pas satisfaisant et cela limite singulièrement l'impression de normalisation initiale.

Un enseignement fasciné par les victimes

Peut-être que, du fait même de cette surmotivation, qui fait de cet enseignement quelque chose d'exceptionnel dont on attend une leçon éducative exceptionnelle, l'histoire de la shoah donne-t-elle lieu, à côté d'expériences tout à fait remarquables, à des pratiques pédagogiques discutables. Cette histoire se trouve investie d'une mission d'éducation civique et morale parfois étrangement conçue sur un mode émotionnel, en rupture avec les pratiques accoutumées de l'enseignement de l'histoire. D'une façon générale, on constate une tendance à faire dériver l'enseignement d'histoire, rationnel et critique, vers le "devoir de mémoire", émotionnel, traumatique, moralisateur. Comme si tout le reste devait être traité froidement, mais que cet enseignement-ci devait mobiliser une émotion ailleurs prohibée. Comme si le cours d'histoire, sur tous les autres sujets, devait avant tout expliquer, élucider des processus, faire comprendre des configurations, mais qu'il devait, là, servir avant tout à édifier les jeunes générations en leur désignant le mal absolu.



Certes, la tendance à évacuer de l'enseignement de l'histoire tout ce qui fait appel aux sentiments, à l'identification, aux émotions humaines et à la réflexion éthique est quelque chose qu'on peut interroger (sait-on quoi que ce soit de la guerre de 14 si l'on ne s'intéresse pas à la souffrance des soldats dans les tranchées ?). Une conception trop froide de l'histoire, qui évacuerait au nom de la scientificité toute identification et toute émotion, qui évacuerait au nom de l'objectivité toute référence aux valeurs, et pour finir tout ce qu'il y a d'humain dans la reconstitution du passé, n'est sans doute pas idéale. Reste qu'une certaine retenue demeure régulatrice d'un enseignement laïque, et qu'un effort de distanciation demeure la condition d'un travail critique d'élucluidation. Or tout se passe comme si, s'agissant de la destruction des juifs d'Europe, il y avait un passage à l'opposé, avec un fort contraste entre une histoire habituellement froide et un enseignement conçu comme un devoir de mémoire, hommage aux victimes, identification à leur souffrance.

Il faut évidemment, ce qu'on a longtemps omis, s'intéresser aux victimes, à la spécificité du génocide des juifs, mais aussi aux diverses catégories visées par l'eugénisme nazi. Reste que l'histoire accomplit son rôle d'élucluidation rationnelle en s'intéressant aux processus qui ont enrôlé toute une population, allemande, mais aussi européenne, comme "exécuteurs et témoins". Or, parmi les dossiers d'enseignement qu'il nous est donné de connaître, on voit s'épanouir une fascination exclusivement centrée sur les victimes, visant à susciter l'apitoiement.

Apitoiement et moralisme facile sont favorisés par un manichéisme qui use exclusivement des catégories "bourreaux" et "victimes", évacuant notamment l'immense zone grise de la bureaucratie. Dominique Borne a relevé comment les manuels donnent

l'image d'une réalité hors du temps, où s'affrontent face à face l'officier nazi en uniforme, et la victime exsangue, gommant toute la zone grise : une vision mythique de ce temps-là, qui nous dispense de reconnaître en quoi les



Photo Irène Elster

forces et les processus d'alors ont leurs équivalents aujourd'hui, dans les innombrables Papon qui font tourner la machine bureaucratique. Le cocasse de l'affaire, comme le note le cinéaste Eyal Sivan, c'est qu'on se laisse ainsi berner par la propagande nazie, prenant les assassins pour ce qu'ils prétendaient être, de belles brutes aryennes à la virilité musclée et insensible.

Un enseignement chargé d'affects difficiles

S'agit-il d'un enseignement en soi plus difficile qu'un autre ? Oui, sans doute, pour des raisons intellectuelles et morales. Mais il y a une difficulté spécifique qui vient aussi du malaise des professeurs. Cette histoire met mal à l'aise des générations qui ont grandi

dans l'après-guerre, alors qu'elle était occultée par les récits héroïques de la Résistance. Où se situaient leurs propres parents ? La plupart n'étaient ni victimes, ni collaborateurs, ni résistants – cependant, ils étaient quelque part dans le drame et un malaise subsiste. Nul ne peut échapper à la difficulté empoisonnante d'assumer sa filiation, et le moralisme ambiant ne rend pas les choses faciles. Ce malaise peut aboutir à transférer sur les jeunes une charge émotionnelle, une culpabilité tout à fait néfaste.

Du fait de la conjoncture particulière, de la difficulté particulière à ces années où commence à se lever le voile, il y a sans doute un besoin de formation des professeurs, ou plutôt d'accompagnement. Accompagnement : des lieux et des temps à part, où l'on peut discuter librement, découvrir l'ensemble d'une documentation, des films. Discuter en étant aidé par un collègue maîtrisant bien l'ensemble des aspects de la question. Rencontrer d'autres professeurs, confronter des pratiques, dire ses doutes et ses difficultés, échanger des réflexions. Un site

Internet serait à coup sûr un outil de formation, de mise à disposition de ressources et d'échanges. Mais en ce sens, il ne pourrait pas se substituer à des échanges personnels et à des rencontres effectives.

Désenclaver cet enseignement

Il nous est apparu comme hautement souhaitable de désenclaver cet enseignement, de façon à sortir les professeurs de l'isolement et de la sacralisation. Désenclaver historiquement, bien sûr ! le génocide vient à la suite d'une longue histoire, et d'une séquence précise d'événements complexes dont il y a à remonter le fil ; et les Juifs existent avant que d'être exterminés, ce dont on pourrait douter à simplement sonder les connaissances des élèves.



Désenclaver, c'est aussi faire le pari de l'interdisciplinarité, si difficile dans notre système scolaire. Le moralisme et le sentimentalisme que nous critiquons, nous percevons bien aussi qu'ils découlent d'une intuition juste, d'un appel à la réflexion, bien au delà de la seule information à régurgiter le jour de l'examen. Ces enseignements impliquent, en profondeur, au delà des faits historiques qu'il faut établir avec netteté, une réflexion sur la politique, la citoyenneté, la modernité, l'éthique –

et en définitive une réflexion sur l'humain. Ils nous semblent, de façon exemplaire, relever d'une approche interdisciplinaire, qui trouverait là la visée d'une construction de sens pour un humanisme contemporain. Cela ouvre sur des formes de travail qui débordent le seul cours d'histoire. Ce sont souvent les professeurs de lettres qui initient les jeunes adolescents par la lecture de textes au collège, ou par le travail d'écriture sur les mémoires familiales ; ce sont parfois les professeurs de philoso-

phie qui appellent à réfléchir sur les formes modernes de l'inhumain, de la violence ou du racisme. Comment donner cohérence à ces efforts ?

Enfin, il nous a semblé qu'il fallait élargir la réflexion et l'action à tout un ensemble d'enseignements refoulés dans l'histoire du temps présent. Guerre d'Algérie, notamment. Nous expliciterons ce choix dans un prochain numéro. ■

Les efforts pour ne pas laisser sombrer dans l'oubli le Génocide, et en particulier pour faire réfléchir les jeunes sur l'inacceptable, se multiplient en France. Un exemple : durant un mois, de la mi-novembre à la mi-décembre 1999, la ville de Castres a vu un ensemble de manifestations dans la bibliothèque municipale. Cinq films dont notamment Shoah et Nuit et brouillard, une grande exposition de photos présentant l'immigration et l'intégration des Juifs en France, un ensemble de livres et de documents mis à la disposition du public, et enfin un grand débat sur le thème " transmettre la mémoire " ont rassemblé un public nombreux et intéressé. Il faut souligner la forte participation des élèves des lycées et collèges de la ville.

Cours de Mme Claude Mossé sur l'histoire juive contemporaine

Une première série de trois cours est prévue les samedi 29 janvier, 19 février et 25 mars 2000, de 16 heures à 18 heures, au local du Cercle Gaston-Crémieux, 13 rue du Cambodge, 75020 Paris.

Le programme concerne les Juifs de France et couvre la période allant de l'Affaire Dreyfus à la Deuxième Guerre mondiale.

Il est recommandé de s'inscrire auprès du Secrétaire du Cercle, M. Jacques Burko, 56, rue de la Rochefoucault, 75009 Paris. Frais d'inscription pour les trois cours : 50 F. à envoyer par chèque au nom du Cercle Gaston-Crémieux en même temps que l'inscription.

Une deuxième série de trois cours aura lieu au deuxième trimestre 2000 et concernera les Juifs en Allemagne et en Autriche jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale.

In Memoriam Germaine Ribière

Germaine Ribière, qui est morte à Paris le 20 novembre 1999, avait été reconnue " Juste parmi les nations " en 1967. Elle était née en 1917 dans une famille authentiquement chrétienne. Un entretien avec Germaine Ribière commençait toujours par la référence à sa famille et à son militantisme à la Jeunesse Étudiante Chrétienne. Dès la fin des années trente, sensibilisée par son père, elle comprit le danger qu'était le Troisième Reich. Résistante dès 1940, elle ne cessa d'apporter son aide aux Juifs, aux enfants juifs. Elle ne fut pas une *pécheresse d'âmes*, elle fut ce qu'en yiddish on appelle " a mench " : ainsi après la guerre elle n'eut de cesse de faire rendre à leur famille juive les enfants Finaly dont les parents avaient disparu en déportation. Elle a honoré la vie et mérite de n'être pas oubliée.

Sommaire

Editorial	1
L'actualité	2
L'Autriche et ses vieux démons (R. Thalmann)	
La Tchétchénie : un témoignage... (J. Burko)	
Humeur (E. Kahn)	11
Brèves	12
La culture	13
Livres (D. Rousset, M. Klein-Zolty)	
Cinéma (L. Scherr)	
Musique (J. Carasso)	
Poésie (Ch. Dobzynski)	
Textes	19
Le Groupement pour la Défense des Minorités (Y. Plasseraud)	
Le livre hébraïque (L. Kuczynski)	
L'insurrection des vingt mille... (F. Basch)	
Les débats sur les médias et l'information (F. Weil)	
La page du citoyen	27
Tribune libre	28
L'AJHL a dix ans (I. Rozenmann)	
Comment dit-on... Yiddish ? (G. Rozier)	
Littérature	30
Cyrille Fleishmann (H. Raczymow)	
Discours d'amour... (C. Fleishmann)	
Education	33
Travail de mémoire... (S. Ernst)	